

Directeurs-Gérants :
F. DE RODAYS A. PÉRIER
 Rédacteur en chef. Administrateur.
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :
Gaston CALMETTE
 TÉLÉPHONE : 102.46 Rédaction
 102.47 Administration.
 ANNONCES ET RÉCLAMES
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESANT

Fondateur

REDACTION
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS

ABONNEMENT

	Trois Mois	Six Mois	Un An
Seine, Seine-et-Oise.	15	30	60
Départements.	18	37	75
Union Postale.	21	43	86

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

Le Bilan du Divorce

XIII

LE DIVORCE DANS LE PEUPLE

Je prie ceux qui liront cette page de l'entendre comme un appel au secours. Il est entendu que nos dissensions intestines nous ont fait bien du tort. Ce préjudice est peut-être le plus grave de tous : elles ont détourné l'attention de nos misères véritables ; nous ne portons pas la main où nous sommes malades, — si atteints qu'il y a d'urgence d'apporter le fer rouge dans ces plaies-là.

Quand j'ai demandé un rédacteur en chef du *Figaro* la permission de ouvrir à cette place la question du Divorce, ce n'était pas pour le vain plaisir d'ajouter quelques scènes de comédie aux vaudevilles excellents qui déjà ont été écrits sur cette matière. Mon enquête était faite et j'avais eu la douleur de constater que la bouffonnerie tournait à la tragédie la plus noire. On s'était mis en route, le sourire du scepticisme aux lèvres, avec une complaisance un peu dédaigneuse pour tous ces gens de plaisir qui, ayant détruit entre eux tous les liens d'estime, demandaient qu'on les affranchît de cette dernière contrainte : le lien légal. La loi avait été votée dans cette préoccupation de suprême politesse. On songeait aussi aux auteurs dramatiques qui, ayant épuisé la démonstration des trois ou quatre cas exceptionnels où l'indissolubilité du mariage pèse lourdement sur des innocents, réclamaient qu'on fit enfin une brèche dans le mur qu'ils avaient si consciencieusement battu du bélier.

Il semblait qu'une telle réforme dût se contenter d'exercer son action à la surface de la société. Voici qu'elle la creuse jusqu'aux assises. Attendons-nous l'écrasement pour courir au secours des victimes ?

Il n'y a, en pareille matière, qu'un moyen d'échapper au reproche de déclamation : c'est de citer des faits, rien que des faits. Autrement, on donne la partie trop belle à ces faux amis du peuple qui s'écrient :

— Quand on veut asservir le peuple et lui arracher sa liberté de conscience, on commence par le diffamer !

J'ai donc porté les résultats de mon enquête à un des hommes de ce temps qui se sont penchés avec le plus de fraternelle pitié sur le monde de la misère, un homme qui, condamné par son état à vivre dans les cercles de l'Enfer, a rêvé, pour l'enfance coupable, la régénération par la tendresse et par l'exemple du bien.

L'expérience de M. Guillaud-Adolphe, de l'Institut, juge d'instruction, optimiste comme la charité elle-même, est, après tant d'années d'exercice de la justice et de la miséricorde, plus sombre, plus attristée encore que mes inquiétudes. On comprendra donc que je lui cède ici la parole. Comme je voudrais que ce journal servît à son avertissement de porte-voix ! Il faudrait qu'il se fit entendre jusqu'à ce Parlement qui, nous ayant dotés d'une loi démoralisante, a seul le pouvoir d'atténuer, dans la mesure du possible, le mal qu'il a fait.

— Sans doute, m'a dit M. Guillaud, j'aperçois l'enfance ouvrière sous le plus triste des aspects, quand la police a mis la main sur elle. Mais par-dessus l'épaule de l'enfant atteint, j'ai le spectacle de la maison dont il sort. Je vous affirme qu'il est affreux. D'une année à l'autre, on assiste à la désorganisation, tous les jours aggravée, de la famille ouvrière.

Le mariage, considéré comme une union indissoluble, n'existe presque plus. Rendez-vous dans les villes manufacturières, informez-vous. Vous constaterez que l'union légale et durable est devenue un phénix légendaire. C'est une conséquence de la passion d'indépendance sans limite, sans obstacle, qui est l'état normal de l'adulte ; on ne veut être attaché par rien. A peine peut-on dire que l'instinct maternel entretient un peu plus de retenue dans les mœurs de la femme que dans celles de l'homme, mais l'abaissement moral est le même.

« Part-il vous dire que Paris doit être placé à la tête de ces villes démoralisées ? Le mal, dans ce qu'il a d'excessif, d'immédiatement aigu, date des dernières années de l'Empire, de la secousse terrible de la guerre, surtout de la Commune. Le peuple de Paris a mené, dans ce temps-là, une vie assise sur le mépris de toute autorité ; elle lui a laissé le souvenir d'un temps heureux. Il a cru à la réalité de son affranchissement. Il est demeuré charmé par l'évocation de cette existence en plein air, où le cabaret servait de club, où la chimère de l'égalité totale apparaissait réalisée, où Paris a cru remplacer par sa volonté l'action des lois, le jeu des lois, où il s'est grisé de vin, de poudre et de paroles.

« Cette époque de licence a marqué un affaiblissement très certain dans la moralité de la classe ouvrière. Bien des mœurs ont été désorganisées à la faveur de cette suspension de la vie sociale. La multiplication indéfinie des cabarets est une autre plaie que nous ont léguée ces jours de révolte. Le cabaret ! voilà la cause première la plus certaine de la destruction de la famille ouvrière. Je ne prétends pas vous avancer là une vérité inconnue. Je dis seulement : Mon état et ma conscience me commandent, quand je suis en face d'un coupable, d'examiner par quelle voie il en est arrivé à cette déchéance, et, quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent, qu'il s'agit de l'homme, de la femme ou de l'enfant du peuple, c'est le cabaret que je trouve à l'origine de toutes perversions.

« Généralement, c'est l'homme qui dé-

sert le premier la maison. Le jour où il ne prend plus ses repas chez lui, en famille, la femme perd la petite puissance qu'elle avait sur lui, son charme de ménagère. Elle se met à boire parce qu'il n'est pas là. Criez bien haut que l'ivrognerie de la femme dans les milieux populaires est une nouveauté qui fait tache d'huile. Elle devient un mal social, une épidémie infectieuse, puisque, derrière le père et la mère, l'enfant prend le chemin du cabaret.

« La loi qui lui en interdit l'entrée est violée en toute occasion et avec impunité. On m'amène des alcooliques de douze ans. Du jour où tous ces gens ont touché à l'absinthe, la famille est détruite. Ce n'est pas le divorce qui a créé ces mœurs populaires. Mais il fallait les ignorer pour s'imaginer que le jour où cette nouvelle licence serait inscrite dans la loi, le peuple ne se jeterait pas sur elle. L'ouvrier avait rendu le mariage haïssable par la façon dont il le pratiquait. Il était impatient de son joug ; il avait une tendance à s'en affranchir sans scrupule : le divorce est venu confirmer une situation de fait ; il a porté le dernier coup au mariage.

« En voulez-vous un exemple, que pour ma part, je trouve désolant ? On me signale que dans le milieu si respectable de la mutualité, qui représente cependant ce qu'il y a de plus honorable dans la classe ouvrière, on voit apparaître, ici, là, le mot de « compagne » dans les contrats qui régissent les droits et les devoirs des mutualistes vis-à-vis de leurs sociétés. Or ces « compagnes », auxquelles l'honnête mutualité est en train de créer une existence légale, ce sont des concubines, des ménagères, en grand nombre divorcées, qui ne pouvant subsister, elles et leurs enfants, par les ressources de leur travail, se sont mariées « à la chambre » avec quelque ouvrier plus laborieux que leur premier compagnon.

« Supposons ensemble que ces malheureuses et leurs maris se rencontrent à l'instinct de prévoyance quelque reste d'éducation morale. Elles sont l'exception. Je vais vous dire comment les choses se passent d'ordinaire dans le peuple après le divorce.

« Il serait fou d'exiger une pension régulièrement payée par l'homme qui se déplace avec son travail et qui émette son salaire dans tous les cabarets d'alentour. Il semble donc injuste de laisser à la femme toute la charge des enfants et, quelle que soit l'indignité du père, on les partage. On attribue les fils à l'homme, les filles à la mère. Après quoi, chacun s'en va de son côté.

« Que fera l'homme ? Il ne va pas louer une nouvelle chambre, y installer des meubles ? Tout cela serait saisi le lendemain. Le terme ne serait jamais payé. Il emmène donc ses fils coucher avec lui dans le premier garni venu. Un soir qu'il a trop bu ou qu'il rencontre une fille sur sa route, il ne rentre pas. Il oublie l'adresse. Ma foi, que ses enfants se tirent d'affaire ! Et c'est bien ainsi qu'ils en usent.

« Écrivez, je vous prie, que ces abandonnés, cherchant leur nourriture, vivent dans Paris comme des fauves. Pour deux sous, on les reçoit dans les garnis à partir de treize ans. Ils ne souffrent pas de cette vie de liberté ; ils l'aiment, ils s'y attachent, ils la traitent jusqu'à ce qu'un larcin les fasse tomber dans la main de la police qui nous les amène.

« Aux filles maintenant : « Vous savez dans quelles conditions de promiscuité déplorable vit le petit peuple de Paris. Toute la famille couche en deux lits, dans la même chambre. Tant que le père est là, on peut espérer qu'un reste de pudeur instinctive l'empêchera de donner à ses enfants certains spectacles dont notre pensée se détourne. Mais quand la mère, qui ne peut subsister par son salaire, s'est mise en ménage avec un second mari ou avec un amant ? quelle éducation d'exemple croyez-vous qu'elles recevront, les fillettes ? Il faut s'estimer trop heureux si, un jour où la mère est descendue pour acheter le repas du matin, l'ivrogne, encore égaré, n'abuse pas d'elles. Je sais de quoi je vous parle. Dans la classe ouvrière tout à fait pauvre, il n'y a pas de virginité physique au delà de quatorze ans. »

Rapprochons ces déclarations des chiffres publiés par M. Albanel, juge d'instruction au Parquet de la Seine, et par le docteur Legras, expert.

— On constate, disent-ils, que l'accroissement de la criminalité porte tout particulièrement sur les jeunes gens compris entre treize et vingt et un ans. A Paris, de 1880 à 1893, plus de la moitié des individus arrêtés avaient moins de vingt ans, et presque tous avaient commis des fautes graves ; en une seule année, celle de 1880 par exemple, 30 assassinats, 39 homicides, 3 parricides, 2 empoisonnements, 184 infanticides, 4,312 coups et blessures, 25 incendies, 153 vols, 80 attentats à la pudeur, 458 vols qualifiés, 11,862 vols simples.

En 1894, sur 40,000 mineurs délinquants et criminels, il y en a 32,849 de seize à vingt et un ans.

Et la poussée continue. En 1895, 554 jeunes gens de seize à vingt et un ans ont été poursuivis en assises et leurs crimes se répartissent ainsi : 32 assassinats, 20 meurtres, 3 parricides, 44 infanticides, 2 empoisonnements, 91 vols, 7 attentats. En outre, 35,387 jeunes gens du même âge passent devant le Tribunal correctionnel. D'une année à l'autre, l'augmentation est de 3,092 délinquants.

— Au moment où la loi sur le divorce, disent MM. Albanel et Legras, fut discutée dans les Chambres législatives françaises, on affirmait qu'elle était tout en faveur des enfants. Elle devait les soustraire au spectacle immoral des dissensions intestines de la famille. On alléguait que l'enfant ne verrait plus les violences physiques ou verbales échangées entre

le père et la mère ; sa garde serait confiée au plus digne des deux conjoints ; le divorce des parents favoriserait donc chez l'enfant le développement du sens moral.

Nous voulons bien supposer que ceux qui firent ces rêves étaient de bonne foi. Que vont-ils répondre en face de l'expérience ?

Plus de virginité des filles au-dessus de quatorze ans et, en une seule année, une augmentation de 3,092 enfants criminels, fils du cabaret, de l'école sans Dieu et du divorce.

Hugues Le Roux.

Échos

La Température

Les mauvais temps ont cessé sur la Manche où le baromètre est en hausse, ainsi qu'à Paris où le marquis hier 76mm. Des pluies sont descendues encore signalées en France. Hier, des coups de tonnerre ont été entendus à Lyon. La température est à peu près la même sur nos régions. A Paris, elle donnait dans la journée 11° au-dessus le matin à huit heures et 17° dans l'après-midi ; on notait 23° à Alger. En France, quelques ondées sont encore probables ; la température se rapproche de la normale. Dans la soirée le baromètre restait à 762mm vers minuit.

Les Courses

A 2 h., Courses à Maisons-Laffitte. — Gagnants de Robert Milton :

Prix des Triangles : Micoche.
 Prix Little-Duck : Gorenflot.
 Prix de Vernon : Cristal II.
 Prix Dauphin : Vlaui.
 Prix Beauvais : Marlinet.
 Prix Mondaine : Hymnis.

CE FAUX DOIT ÊTRE A NOUS

Commence-t-on à comprendre, en haut lieu, la faute que l'on a commise en n'attendant pas toutes les forces gouvernementales à l'œuvre pour la révision ? J'appelle « haut lieu » l'endroit où dort M. Charles Dupuy, s'il peut échapper par le sommeil au remords de s'être laissé si complaisamment mystifier en 1894.

D'ordre du ministre de la Guerre, M. le capitaine Cuiquet était venu accuser le ministre des Affaires étrangères de mauvaise foi dans l'affaire Dreyfus.

D'ordre du ministre des Affaires étrangères, M. Paléologue est venu raconter devant la Cour de cassation tout entière et démontrer, pièces en main, l'infaillible histoire que voici :

Le lendemain du jour où l'arrestation de Dreyfus fut connue, le 2 novembre 1894, un attaché militaire étranger adressa à son état-major le télégramme chiffré suivant :

Si le capitaine Dreyfus n'a pas eu de relations avec vous, il conviendrait de charger l'ambassadeur de publier un démenti officiel, afin d'éviter les commentaires de la presse.

Les cryptographes du quai d'Orsay découvrirent la clef du chiffre et traduisirent ainsi le télégramme, dont l'authenticité fut démontrée par seize épreuves. Ce télégramme ne plaisait pas aux organisateurs de la culpabilité de Dreyfus. Ils le firent disparaître des archives de la Guerre. Ils racontèrent qu'aux Postes et Télégraphes, où ils avaient demandé le télégramme original, on leur avait répondu que cet original avait été brûlé, selon la coutume.

Or, l'original n'avait pas été brûlé et la coutume n'existe pas. Les Postes et Télégraphes l'ont mis à la disposition des Affaires étrangères dès qu'il a été demandé.

Voyons ce qu'il est devenu ce télégramme, dans le dossier secret où il figure sous le numéro 44. Il est devenu ceci :

Le capitaine Dreyfus est arrêté. Le ministre de la Guerre a la preuve de ses relations avec l'Allemagne. Toutes mes précautions sont prises.

Juxtaposons, pour que ce soit plus saisissant :

TEXTE AUTHENTIQUE DU QUAI D'ORSAY	TEXTE FAUSIFIÉ RUE SAINT-DOMINIQUE
Si le capitaine Dreyfus n'a pas eu de relations avec vous, il conviendrait de charger l'ambassadeur de publier un démenti officiel, afin d'éviter les commentaires de la presse.	Le capitaine Dreyfus est arrêté. Le ministre de la Guerre a la preuve de ses relations avec l'Allemagne. Toutes mes précautions sont prises.

Après celle-là, il convient peut-être de tirer l'échelle. On conçoit d'ailleurs parfaitement qu'avec un pareil système, qui a été adopté d'enthousiasme par la presse antirevisionniste, rien ne soit plus facile que d'affirmer la culpabilité des gens.

Puisque je m'amuse à juxtaposer, je veux vous donner aussi deux courts extraits, à propos du bordereau :

DÉPOSITION DU GÉNÉRAL ZURLINDEN	DÉPOSITION DE M. A. BERTILLON
L'examen que j'ai fait moi-même des différents morceaux du dossier judiciaire renfermant l'écriture de Dreyfus m'a démontré que le bordereau avait été écrit par cet officier, et que c'était bien son écriture courante et rapide.	Le bordereau est écrit au moyen d'une espèce d'écriture de sûreté, et il présente l'apparence d'être un document formé au moyen de mots décalqués et mis bout à bout.

On remplirait le journal avec des citations semblables, qui expliquent d'ailleurs parfaitement les cris de rage par lesquels a été saluée la publication de l'enquête.

Pour en revenir à l'édifiante déposition de M. Paléologue et à cette lutte entre

deux ministères, je me demande quel gouvernement autre que la République pourrait survivre à un pareil scandale. Il est vrai que, pour la circonstance, la République a le précieux appui de ceux qui se prétendent ses adversaires. Curieux ! — J. CORNÉLY.

A Travers Paris

La Cour de cassation, dans sa dernière séance, a décidé d'entendre le lieutenant-colonel du Paty de Clam.

Dans ces conditions, le ministre de la Guerre a cessé d'opposer à la demande de cet officier un refus d'autorisation. Le colonel du Paty de Clam, officier de police judiciaire du procès Dreyfus, pourra donc fournir à la Cour ses moyens de défense et discuter devant les conseillers, toutes Chambres réunies, les affirmations du commandant Cuiquet et du général Rogel qui l'avaient disqualifié.

L'incident est donc terminé. Mais la résistance primitive de M. de Freycinet, que nous avions signalée hier, faisait l'objet de toutes les conversations du Palais, et si elle avait persisté, les membres de la Cour de cassation étaient résolus à maintenir, de leur côté, leur droit d'entendre M. du Paty de Clam.

Le Président de la République a reçu hier matin les amiraux Fournier et de La Jaille. M. Catusse, notre nouveau ministre à Stockholm, qui va prendre possession de son poste.

Il a reçu en outre les membres du Comité du Syndicat de la presse parisienne : MM. Jean Dupuy, président ; de Nalèche, secrétaire ; de Rodays, trésorier ; Pierre Giffard, Valentin Simond, Poidatz et Rouy, secrétaire général, qui l'ont invité à assister à la fête qui sera donnée à la Grande Roue au bénéfice de la caisse de secours du Syndicat.

M. Emile Loubet a pris pour 1,000 francs de billets.

M. Due, le ministre de Suède et Norvège, qui vient des retours de la carrière diplomatique, a quitté hier Paris, où il laisse d'unanimes regrets.

C'est par le train de midi trois quarts que l'éminent diplomate est parti pour rejoindre sa famille à Stockholm.

Il a été salué à son départ de la gare du Nord par le comte et la comtesse Wrangel, M. Nordling, consul général à Paris, par l'ambassadeur d'Italie, les ministres des Pays-Bas et du Danemark et les notabilités de la colonie suédoise-norvégienne, qui, en témoignage de sympathie, ont poussé un triple hurra en son honneur.

Le comte Wrangel, premier secrétaire de la légation de Suède et Norvège, a pris les fonctions de chargé d'affaires en attendant l'arrivée de M. Akerman, le nouveau ministre, qui sera à Paris la semaine prochaine.

L'Académie française, au cours de sa séance d'hier, a décidé de se réunir le mardi 16 mai prochain pour la discussion des titres des candidats au fauteuil vacant par le décès de M. Edouard Hervé.

M. Gaston Boissier, secrétaire perpétuel, a donné lecture de la lettre par laquelle notre collaborateur Henry Fouquier informe l'Académie qu'il retire sa candidature à ce fauteuil.

Une vente des plus intéressantes au point de vue non seulement de l'art, mais encore de la bonté, va avoir lieu à la salle Georges Petit.

C'est la vente au profit des enfants du regretted Alfred Sisley.

Avec un touchant élan de solidarité, tous les artistes ont répondu à l'appel de Claude Monet : toutes les écoles seront représentées à cette vente, dont l'exposition, qui a lieu demain et après-demain à la galerie Georges Petit, sera très comode.

Ajoutons qu'une souscription entre amateurs vient d'avoir lieu pour offrir au musée du Luxembourg une des œuvres les plus importantes de Sisley, et que cette souscription a pleinement réussi.

La vente de la collection Victor Desfossés, qui avait attiré un grand nombre d'artistes et tous les amateurs de belles œuvres, a produit le chiffre de 787,650 francs.

Le plus gros prix a été atteint par la Toilette, œuvre capitale de Corot, qui a été adjugée à 185,000 francs. Les huit autres tableaux du maître ont atteint : la Femme à la toilette, 25,500 fr. ; l'Atelier, 32,000 fr. ; le Pêcheur, 20,100 fr. ; la Vue de Soissons, 10,600 fr. ; le Pont de Narni, 10,000 fr. ; Saint Sébastien, 48,000 fr. ; la Cigale, 10,100 fr. ; la Ferme à Brunoy, 13,000 francs.

Parmi les autres œuvres de la collection, citons encore : l'Atelier du peintre, de Courbet, adjugé 60,000 fr. ; un Christ nu, de Daubigny, 25,600 fr. ; le Christ au tombeau, de Delacroix, 16,800 fr. ; la Barque, de Millet, 39,000 fr. ; l'Hiver, du même, 10,500 fr. ; l'Été, 10,000 fr. Les quatre Claude Monet se sont vendus : la Seine à Asnières, 11,500 fr. ; les Débarcadères de charbon, 9,000 fr. ; la Rivière, 8,500 fr. ; l'Eglise de Vetheuil, 7,000 fr. La Forêt de Fontainebleau, de Rousseau, a été adjugée 16,500 fr. ; la Vache blanche, de Troyon, 21,500 francs.

Un pastel de Millet, les Foin, a atteint 20,000 francs. Le buste d'évêque moyen âge de Carrière a été adjugé 4,600 francs. On s'est également disputé les œuvres de Pissarro, Sisley, Renoir, Manet, Lhermitte, Steinen, etc.

Par suite d'une interdiction formelle de la Préfecture de police, les combats de coqs, organisés pour ce soir vendredi, au cirque Molier, par le Journal des Sports, n'auront pas lieu.

La fête est donc décommandée.

Le Masque de Fen

On vient de brasser la statue de la Loi que Feuchère sculpta en 1852 pour la place du Palais-Bourbon.

Cette légère toilette a rendu plus apparents les trois bas-reliefs latéraux de son piédestal aux emblèmes de la Force, de la Justice et de la Vérité, et aussi plus nette la plaque de marbre qui forme la face antérieure de ce piédestal.

Cette plaque a une histoire assez drôle. Elle était réservée à l'inscription des lois les meilleures qui seraient votées dans le palais voisin... Elle est encore vierge !

Aujourd'hui, l'hôtel Drouot sera le théâtre d'une grande bataille d'enchères. M. Paul Chevallier, assisté de M. Georges Petit, expert, y vendra la collection d'œuvres de Jongkind qui a fait, depuis hier, l'admiration de tous les amateurs de Paris et d'ailleurs.

Aujourd'hui, à l'hôtel Drouot, salle n° 11, exposition d'œuvres de Carrière, Cézanne, Daubigny, Mary-Cassatt, Monet, B. Morizot, Pissarro, Renoir, Sisley.

Demain samedi la vente, qui, tout comme pour les collections Duret et Vevey, est composée de ces œuvres impressionnistes de haut goût, aujourd'hui si avidement recherchées par les amateurs éclairés.

Cette vente sera dirigée par M. Duchesne et MM. Bernheim jeune.

L'aquarium du Trocadéro sera éparpillé. Grâce aux démarches pressantes de M. Jousset de Bellesme, qui a d'ailleurs trouvé en M. Bouvard un aide plein de bienveillance et un éloquent avocat, on a décidé que l'œuvre si intéressante de ce savant ne serait pas touchée par les travaux de l'exposition coloniale.

M. Jousset de Bellesme, que nous avons rencontré hier, nous en a donné la nouvelle, tout heureux d'avoir pu sauver le seul établissement de pisciculture vraiment digne de ce nom que nous possédions en France, et qu'il est arrivé lentement à perfectionner par plus de vingt années de travaux et de sacrifices personnels.

De tout temps, le soin de sa beauté a été le souci de la femme. A toutes les époques et à travers tous les âges, ce soin a été pour elle l'objet d'un véritable culte.

Un produit naturel, l'Essence Icilma, par des simples vaporisations journalières, apporte aujourd'hui à la femme le suprême moyen de garder sa fraîcheur et sa jeunesse. Par leur efficacité absolue et leur prix minime, les produits à l'Essence Icilma, avenue de l'Opéra, tiennent la première place des produits pour la beauté féminine.

Hors Paris

Au lendemain de l'inauguration du Musée Océanographique de Monaco, les dépêches suivantes ont été échangées entre le prince Albert et S. M. l'empereur Guillaume, d'une part, et le Président de la République, d'autre part :

Prince de Monaco à Monsieur le Président de la République, Paris.

Le Musée d'Océanographie vient d'être fondé avec le concours du digne représentant de Votre Excellence : je vous remercie d'avoir bien voulu attacher à cette fondation votre nom respecté.

ALBERT.

A Son Altesse Sérénissime Albert, Prince de Monaco.

Je suis très touché du télégramme que vient de m'adresser Votre Altesse Sérénissime à l'occasion de la fondation du Musée d'Océanographie. Le Gouvernement de la République avait à cœur de vous témoigner combien il apprécie l'œuvre scientifique si intéressante et si utile que vous avez entreprise.

Emile LOUBET.

Prince de Monaco à Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Berlin.

La première pierre du monument dont Votre Majesté a bien voulu accepter le patronage vient d'être posée ; j'ajoute aux dernières acclamations de mes sujets l'expression de ma gratitude pour Votre Majesté et de mes sentiments respectueux pour Sa Majesté l'empereur.

ALBERT.

A Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, à Monaco.

Je suis heureux d'apprendre par le télégramme de Votre Altesse Sérénissime que la première pierre d'un édifice destiné à contenir les trésors de la mer vient d'être posée et je souhaite le meilleur succès au futur Musée Océanographique que vous avez bien voulu placer sous mon patronage. Ce monument sera à tout jamais associé au nom de Votre Altesse Sérénissime qui, par ses recherches laborieuses, a tant contribué à jeter les lumières de la science dans les ténèbres mystérieuses du fond de la mer, et en même temps à porter par ses investigations infatigables les connaissances humaines sur un terrain dont l'importance et l'utilité n'ont pas encore été assez généralement reconnues.

GUILLAUME.

Nouvelles à la Main

Le docteur X a des idées noires. Se trouvant l'autre soir dans un salon où le hasard avait réuni plusieurs de ses clients, il se plaignait de sa santé et déclarait qu'il ne ferait pas de vieux os.

— Vous, docteur ? Allons donc ! se récria un des assistants. Nous nous enterrez tous !

A propos d'un document récemment publié, on parle de la singulière affection qui consiste, en écrivant certains mots, à sauter une ou plusieurs lettres.

— En écrivant, passe encore, dit quelqu'un ; mais supposez un facteur des postes atteint d'une semblable infirmité pendant sa distribution !

Le Masque de Fen

DOSSIER DE L'ENQUÊTE

DE LA

COUR DE CASSATION

(SUITE)

DÉPOSITION

DE

M. le commandant Esterhazy

SÉANCE DU 23 JANVIER 1899

Walsin-Esterhazy, Marie-Charly-Ferdinand, 51 ans, chef de bataillon d'infanterie en réforme (pas de domicile).

Le commandant Esterhazy. — Je jure de dire toute la vérité sous les réserves exprimées en ma précédente lettre (13 janvier courant) à M. le premier Président, relativement aux faits jugés par le Conseil de guerre de 1898 et à ceux qui ont fait l'objet d'un arrêt de la Chambre des mises en accusation.

(Ici M. Esterhazy vise la lettre ne varietur.)
 On trouvera cette lettre à la fin de la déposition.

Le président. — Vous avez dit dans cette lettre que vous aviez eu avec un agent étranger pendant 18 mois environ, de 1894 à 1895, à la demande du colonel Sandherr, des rapports grâce auxquels vous avez pu fournir à cet officier des renseignements du plus haut intérêt et combattre utilement certains agissements. Voudriez-vous donner à la Cour des explications sur la portée de cette déclaration ?

très occupé de cette lettre, et le soir, en rentrant vers l'heure du dîner, j'apprenais par la concierge (animée à cette époque d'affectueux sentiments pour ceux qu'elle a manifestés depuis) qu'un monsieur était venu me demander. J'en fus très surpris, personne, en effet, ne connaissant cette adresse.

La concierge me dit qu'elle avait déclaré à ce monsieur que j'étais inconnu; celui-ci avait répondu qu'il savait très bien que j'étais dans la maison; que, du reste, il venait dans mon plus grand intérêt et qu'il avait absolument besoin de me voir. Il avait annoncé qu'il reviendrait dans la soirée.

Je me rendis alors à mon véritable domicile, 27, rue de la Bienfaisance, où je ne pouvais pas entrer, ayant laissé les clés à Dammarin.

Je demandai à ma concierge si on était venu s'informer de ma présence; je pensais, en effet, que quelqu'un qui eût eu à me voir se serait d'abord rendu à mon seul domicile connu.

La concierge me dit qu'elle n'avait vu personne.

Je rentrai alors rue de Douai, et j'attendis toute la soirée.

Personne ne vint.

Le lendemain matin, de très bonne heure (sept heures du matin), la concierge monta et me dit que le monsieur qui était venu la veille attendait dans la rue, près du square Vintimille.

Je descendis et je trouvai quelqu'un avec des lunettes bleues et dont la tournure, malgré ses efforts, dénotait un militaire.

Ce monsieur m'aborda et me dit : — Commandant, je suis chargé d'une très grave communication, dans votre intérêt urgent.

La tournure de ce monsieur, la certitude que j'avais que personne ailleurs qu'au ministère ne pouvait savoir que je pouvais être rue de Douai, me fit tout de suite penser que j'étais en présence d'un envoyé du ministère de la guerre.

Je répondis à ce monsieur que je croyais savoir le motif de sa démarche, et que j'avais reçu à la campagne une lettre contenant un avertissement très singulier. Cette personne me dit alors :

— Ne vous préoccupez pas, mon commandant, on sait ce qu'il y a dans tout cela; vous avez des défenseurs et des protecteurs très puissants et au courant de tout. Voulez-vous venir ce soir au rendez-vous que je vais vous indiquer ?

— Je lui dis : Très volontiers.

Et alors il me montra un bout de papier, indiquant l'angle du réservoir des eaux de la Vanne, en face du parc de Montsouris.

Le rendez-vous était pour cinq heures. Je me rendis au lieu indiqué, et à cinq heures précises, je vis s'arrêter à une centaine de mètres du point où j'étais une voiture dans laquelle il y avait trois personnes.

Deux de ces personnes descendirent, la troisième resta dans la voiture; les deux autres vinrent à moi; dans l'une je reconnus le monsieur que j'avais vu le matin; l'autre avait une fausse barbe et des lunettes; cette dernière personne m'adressa brusquement la parole et me dit :

— Commandant, vous savez de quoi il s'agit ?

Et, très rapidement, avec beaucoup de volubilité, elle sembla me raconter tout ce qui avait été fait depuis 1895 contre moi par le colonel Picquart, entrant dans de très nombreux détails sur les manœuvres de beaucoup de personnages importants, toutes choses qui, à cette époque, étaient absolument nouvelles pour moi.

Ce monsieur m'assura encore, devant la profonde surprise que je lui témoignais de toutes ces nouvelles, que toutes ces machinations étaient connues, prévues, me répéta que j'avais les défenseurs les plus puissants, et que je devais seulement obéir strictement aux instructions qui me seraient données; que mon nom ne serait même pas prononcé.

Je cherchai, à diverses reprises, à faire dire à mon interlocuteur qu'il était, sans pouvoir y arriver.

Je voyais bien que c'était un officier; j'aurais bien voulu savoir qu'il était et de la part de qui il venait.

Il me dit, au bout d'une conversation d'une demi-heure, de ne point me préoccuper; qu'il me tiendrait au courant, et que j'eusse à me trouver, tous les jours à cinq heures, dans le salon d'attente du Cercle militaire, où le premier monsieur passerait si on avait quelque chose à me dire.

Il se quittèrent, me disant de m'en aller dans telle direction; eux, repartirent du côté de leur voiture, de sorte que je ne pus voir la figure de la troisième personne restée dans la voiture.

Le lendemain matin, à la même heure que la veille, la concierge me monta un mot au crayon me disant :

« Dans le sacre, devant tel numéro de la rue Vintimille. »

J'y allai en toute hâte; je trouvai le monsieur à fausse barbe qui me dit : « Montez vite ! » et me demanda de lui indiquer un endroit où on pourrait parler longtemps sans être dérangé.

Je lui dis :

— Je ne vois pas d'autre endroit par ici que le cimetière Montmartre, si vous voulez y aller.

Nous nous y rendîmes, et alors, là, ce monsieur me dit :

— Il faut demander tout de suite une audience au ministre de la guerre, et nous allons établir ce que vous lui direz, (parce que je lui avais dit : « Demander une audience au ministre, pour quoi lui dire ? Pour lui montrer cette lettre que j'ai reçue ? » Il m'avait répondu alors : « Non ! Nous allons établir ce que vous lui direz. »)

Alors, je lui dis :

— Mais tout cela est très bien, je vois que vous êtes officier. Je prévois que vous venez du ministère; je voudrais bien savoir qui vous êtes ?

Ce monsieur m'a dit :

— Je suis le colonel du Paty de Clam, de l'état-major de l'armée. Et vous n'avez qu'à faire ce que je vous dirai.

Je ne connaissais pas le colonel du Paty de Clam.

Je l'avais rencontré une fois pendant une heure, il y a seize ou dix-sept ans, dans une rencontre de deux colonnes en Afrique; devant son grade et sa qualité, je lui dis :

— Ça suffit, mon colonel. Vous pouvez compter sur mon obéissance absolue.

Alors le colonel du Paty de Clam me dit, dans le cimetière même, une demande d'audience au ministre, me laissant entendre qu'il avait besoin de rendre

compte de ce qui venait de se passer, et me donna rendez-vous pour le même soir.

Comme il ne m'avait pas parlé du rendez-vous du Cercle militaire, je m'y rendis néanmoins; je trouvai le premier monsieur, qui me fit monter dans une voiture et m'emmena, au pas, jusqu'au Cercle d'hiver.

Il me raconta, avec beaucoup de détails, toutes les machinations que j'ignorais, et insista beaucoup sur ce que j'étais parfaitement connu et sur les très hautes protections dont il m'avait parlé la veille.

J'avais adressé ma lettre au ministre. Le soir, je revis, au rendez-vous indiqué, le colonel du Paty, qui me fit écrire sous sa dictée des notes sur ce que je devais dire à M. le général Billot.

Le même soir, je trouvai devant ma porte, dans une voiture, le colonel Henry.

Le colonel Henry était un de mes camarades; j'avais été avec lui depuis près de vingt ans au service des renseignements, peu de temps après la création de ce service; j'y étais comme lieutenant, et Henry y était également avec le même grade et le même emploi que moi; je l'avais revu très fréquemment depuis.

J'ai su, plus tard, que la troisième personne restée dans la voiture, au parc de Montsouris, était le colonel Henry. Henry me dit alors très brièvement de ne pas me tourmenter; que tout ce que m'avait dit le colonel du Paty était parfaitement exact, et que, en haut lieu, on savait très bien tout ce qu'il en était et qu'on était résolu à me défendre à outrance contre ce qu'il appelait « des abominables manœuvres ».

Le lendemain je fus averti que je serais reçu le surlendemain par M. le général Billot, directeur de l'infanterie, au nom du ministre.

Je vis le colonel du Paty et je lui dis : — Pourquoi le général Billot ? Un chef de direction d'arme n'a rien à voir en pareille matière. Si le ministre ne veut pas me recevoir, il aurait dû me faire recevoir ou par son chef de cabinet, ou, beaucoup plutôt, par le chef de l'état-major de l'armée !

En effet, le texte même de ma demande d'audience expliquait que c'était une affaire qui relevait du chef d'état-major.

Le colonel me répondit qu'il ne fallait pas engager M. le général de Boisdeffre; par conséquent, il fallait qu'il restât en réserve, indiquant ainsi que le général de Boisdeffre ne voulait pas prendre position pour pouvoir agir.

Je me rendis chez le général Billot; je lui présentai la lettre et lui fis le récit que j'avais reçu l'instruction de faire.

Le général m'écouta et me dit qu'il trouvait fort étrange ce que je venais de lui dire; que c'était la première nouvelle qu'il en avait; qu'il ne comprenait pas du tout cette histoire; que j'attachais, à son avis, bien de l'importance à une lettre anonyme, et qu'il n'avait qu'un conseil à me donner, c'était de faire par écrit le récit que je venais de lui faire, d'y joindre la lettre anonyme que j'avais reçue et d'adresser le tout au ministre.

Je rendis compte le soir même à M. le colonel du Paty de Clam de la réponse de M. le général Billot, et il me dicta le texte de la lettre à adresser au ministre; cette lettre, ainsi que tout ce que j'ai écrit en 1897, a été donné mot à mot et d'ordinaire.

Cette lettre m'a été dictée mot à mot. Elle contient une série d'explications convenues, et on m'a donné le texte pour que j'approuve, ainsi que le prescrit une note de la main du colonel du Paty. (Je vous dépose ce texte qui m'a été donné, et je vous le dépose la note.)

En même temps, le colonel du Paty me disait : « Le ministre ne peut pas faire autrement que de saisir le général de Boisdeffre de cette lettre, et alors nous allons marcher. »

Le lendemain, au bureau de poste de la rue du Bac, en face du Bon Marché, le colonel Henry me prévint que le général de Boisdeffre n'avait pas encore reçu de M. le général Billot communication de ma lettre.

J'insiste sur ce fait, parce que si le colonel Henry était informé que le général de Boisdeffre n'avait pas été prévenu par le ministre de la lettre que j'avais écrite à ce dernier, il n'aurait pu en être averti que par le général de Boisdeffre, attendant donc l'effet de ma lettre, et par conséquent en connaissant l'envoi.

Henry me dit :

— Le ministre va garder ça pendant cinq ou six jours avant de prendre une décision, suivant son habitude. On vous dira ce soir ce qu'il faut faire.

Le soir, je vis le colonel du Paty sur l'esplanade des Invalides, et il me dit :

— Il est décidé que vous allez écrire au général de Boisdeffre directement, votre lettre permettra alors au général de Boisdeffre d'intervenir personnellement et de parler au ministre de la lettre que vous avez adressée à ce dernier.

Autrement dit, on provoquait la remise de ma lettre au général de Boisdeffre pour que cet officier général pût entrer en scène lui-même, grâce à la lettre que je lui écrivais.

A cette époque, le colonel du Paty me dit un soir :

— Les grands chefs se préoccupent d'avoir avec vous des moyens de communication qui ne soient pas dévoués, parce qu'il est probable que vous êtes filé; étant donné tout ce qui se prépare, il serait préférable d'avoir, au besoin, une transmission indirecte. Le général de Boisdeffre a pensé au marquis de Nettencourt, votre beau-frère.

Je lui dis :

— Non. Mon beau-frère est à la campagne; je ne veux pas du tout lui demander de revenir pour pareil service.

Alors il me dit :

— On a pensé aussi à un de vos camarades de régiment.

Et il me demanda de lui en indiquer un. Je lui dis :

— Vraiment, on ne peut pas demander à un ami de courir comme cela à toute heure du jour et de la nuit.

Et je pensai, inspiration malheureuse, du reste, à mon cousin Christian; mais, comme il était à Bordeaux et que je ne pouvais pas le faire venir, je lui dis :

— Je vous proposerais bien quelqu'un du dévouement de qui je suis sûr; mais je n'ose vraiment vous faire cette proposition.

Et je nommai Mme Pays.

Le colonel du Paty m'a dit qu'il en rendrait compte, et, le lendemain, il me dit qu'on acceptait Mme Pays comme intermédiaire.

Au cours de ces différentes entrevues, le colonel du Paty me présentait, un soir,

à une dame que je crois inutile de nommer, et qui a également servi d'intermédiaire à diverses reprises.

A ce moment, je vis le colonel Henry qui me dit :

— Tous ces gens-là ne marchent pas; Méline et Billot et tout le gouvernement sont pris par l'approche des élections et par les voix que représentent MM. Scheurer-Kestner, Reinach, etc., etc.

Il fut même très violent; je ne répéterai pas les termes militaires avec lesquels je fis chorus; il termina en me disant :

— Si on ne met pas la baïonnette dans le derrière de tous ces gens-là, ils sacrifieront toute l'armée française à leur siège de sénateur ou de député.

Il me dit en me quittant :

— Sabre à la main ! Nous allons charger !

Ceci se passait la veille de ma première lettre au Président de la République, c'est-à-dire le 28 octobre.

M. le colonel du Paty dicta le texte de la lettre au Président de la République. Je lui fis même remarquer que le texte de cette première lettre était bien extraordinaire. (Tous les détails de cette lettre m'ont été dictés mot à mot; cette dictée a eu lieu sur l'esplanade des Invalides, et j'écrivais au crayon.)

M. du Paty me répondit :

— Tout le monde sait que vous êtes un emballé; de vous, ça ne paraît pas extraordinaire. C'est de votre note.

Je me souvins très bien que lui dis :

— Puisque c'est comme cela, je m'en f... Du moment que vous commandez, j'obéis.

Le lendemain ou jours suivants, comme le Président de la République n'avait pas répondu à cette lettre, on me fit faire la lettre du document libérateur.

Celle-ci produisit son effet, et je fus informé que le Président de la République était intervenu personnellement pour demander ce que voulaient dire ces lettres si insolentes; et on m'a même dit, à ce moment, que c'est à l'intervention du Président de la République qu'avait été donné un ordre relatif au colonel Picquart en Tunisie.

Je fus informé, à ce moment, que le ministre avait donné l'ordre au général Sausser de me faire venir pour m'interroger.

Je vis le gouverneur de Paris qui me dit :

— Qu'est-ce que c'est que toute cette histoire ?

Et quand je lui eus raconté, il ajouta que j'avais bien tort de me tourmenter ainsi pour une lettre anonyme et de mettre ainsi tout le monde à l'envers !

Je dis au gouverneur que j'étais certain de ne pas me tourmenter à tort; que depuis de longs jours je m'adressais, et au ministre de la guerre, et à la plus haute autorité de mon pays pour les prévenir; qu'on ne se donnait même pas la peine de me répondre, et que du moment que j'avais été reçu par lui, je resterais tranquille.

Le gouverneur me dit même :

— Le ministre a dit que je prenne contre vous des mesures de rigueur, si je le jugeais nécessaire. Je trouve que vous êtes très excusable de crier comme cela quand on ne vous répond pas.

J'avais été prévenu que je serais convoqué chez le général Sausser par le colonel Henry.

Quelques jours auparavant, vers le 12 ou le 13 novembre, je crois, M. du Paty m'avait remis ce qu'on appelait la *plaque* : c'était un article assez long écrit sur des feuilles de papier petit format, relatif à l'ensemble des manœuvres qui se traînaient depuis 1896. J'avais d'abord été invité à faire imprimer cette plaque sous forme de brochure; puis on y avait renoncé.

Le 13 novembre, le colonel du Paty me donna l'ordre d'écrire une lettre au ministre (lettre qu'on me dicta) pour lui remettre le document dit *libérateur* : *Ce n'est pas de D... Je n'avais pas matériellement ce document, mais je le connaissais.*

Ma lettre a été écrite le 14 et remise le 14 au cabinet du ministre.

Le président. — Comment connaissiez-vous ce document ?

Le commandant Esterhazy. — Je le connaissais.

Qui vous l'avait communiqué ?

Le commandant Esterhazy. — Je ne veux pas le dire.

Le témoin continue :

— Ce document m'est remis, pour être annexé à ma lettre, le 14, par le colonel du Paty; le tout est remis sous trois enveloppes, que j'ai cachetées de mon sceau, par moi, au cabinet du ministre.

Le ministre de la guerre m'accusa réception, en des termes contenus dans le document en date du 16 novembre, que je vous dépose.

Le 30, j'annonce au Président de la République que je suis détenteur de ce document.

Le document, par sa nature même, appartenait aux dossiers secrets existant au service des renseignements et dont sont responsables le sous-chef d'état-major, le chef de service et le chef d'état-major général.

J'annonce que je vais être accusé de crime de haute trahison; j'annonce que je suis détenteur de ce document; je m'en sers, ou plutôt on me fait m'en servir comme d'une arme et pendant quinze jours, où je suis censé être en réalité possesseur de cette pièce, on ne m'inquite pas, on ne me demande aucune justification sérieuse; on ne me demande même pas la production de cette pièce; et, quand je la remets, le cabinet du ministre de la guerre lui-même m'en accuse réception, non pas en discutant mon affirmation qu'il m'a été remis par une femme inconnue, mais en admettant même, sans discussion, l'existence de cette femme.

Le seul point qui soit au conditionnel, c'est de savoir s'il a été volé au ministère, oui ou non.

Le 13 novembre, c'est-à-dire en même temps que les opérations du document, j'étais invité à faire paraître la plaque, modifiée, et qui n'était autre que tout entière par une main que je ne veux pas désigner et que M. le colonel du Paty a reconnue au Conseil d'enquête, dans la *Libre Parole*.

Quelques jours avant, Henry m'avait demandé si je connaissais particulièrement un journal. Je lui avais répondu que j'avais des amis à la *Libre Parole*.

Le dimanche matin, 14, je vais trouver M. Drumont et je lui remets la plaque qu'il a reproduite textuellement dans la forme de l'article signé : *Dixi*.

Ici, je ferai remarquer que, à cette date des 14 et 15 novembre, un officier de l'état-major de l'armée après qu'on s'est assuré que je pouvais compter sur la *Libre Parole*, me fait porter un article très documenté à ce journal.

Quand le colonel Henry m'avait demandé si je connaissais un journal, il m'avait demandé si je connaissais M. Rochefort, en ajoutant qu'il était un appui très puissant. Je lui avais répondu : « Pas du tout. »

Trois ou quatre jours après la dénonciation de M. Mathieu Dreyfus, le colonel Paulin de Saint-Morel (que je n'avais jamais vu, que je ne connaissais pas le moins du monde), chef du cabinet de M. le général chef de l'état-major, se rendait chez M. Rochefort pour lui dire qu'il pouvait marcher à fond, et l'assurer de ma complète innocence.

Dans les derniers jours d'octobre, j'avais reçu du colonel du Paty une *grille* destinée à correspondre soit avec lui, soit avec le colonel Henry en cas de besoin; c'est celle qui a été saisie par M. Bertulus.

Le 16 novembre, je lis le matin la dénonciation de M. Mathieu Dreyfus.

Je me rends chez le gouverneur de Paris; je lui rends compte que je vais réclamer une enquête du ministre.

Je suis averti d'abord immédiatement que c'est le général de Pellieux qui sera chargé de l'enquête; cette enquête s'ouvre; mon cousin était arrivé subitement et j'ai eu la sottise de m'en servir comme intermédiaire; mais le véritable intermédiaire pendant tout ce temps a été Mme Pays.

Dès que l'enquête est commencée, je suis tous les soirs tenu au courant de ce qui a été fait dans la journée; je ferai remarquer que les résultats de l'enquête ne peuvent pas être communiqués à des officiers d'un grade aussi inférieur que celui du colonel Henry ou du colonel du Paty; ils ne peuvent être communiqués qu'à des officiers généraux; le général de Pellieux ne pouvait faire part de ses investigations à ces officiers d'un grade inférieur.

Or, les résultats de cette enquête ne me sont régulièrement transmis qu'avec l'indication, sous forme de prescription, de ce que je dois dire lorsque je suis interrogé.

Je reçois tous les jours des prescriptions écrites, souvent plusieurs fois par jour, et je transmets moi-même des observations et des remarques destinées à répondre aux communications qui me sont faites.

J'avais reçu l'ordre de brûler ces notes au fur et à mesure de leur réception; j'en ai donc brûlé beaucoup.

Fort heureusement, et sans m'en rendre compte, Mme Pays en a mis de côté plusieurs.

Voici une (déposée et jointe à la déposition) qui était dans les papiers remis au concierge; c'est une note que le colonel du Paty a reconnue venir de lui.

A ce moment, j'avais écrit qu'il était nécessaire que tous les officiers, au moins les principaux, qui avaient été mêlés à l'affaire Dreyfus, vinssent témoigner devant le général. Le colonel du Paty avait reçu une citation et, avant de comparaître, il m'écrivait la note en question.

Cette note établissait que toutes les dépositions qui étaient faites devant M. le général de Pellieux étaient faites d'accord avec moi.

Elle établissait en outre les engagements qu'on m'avait fait prendre vis-à-vis de tierces personnes et auxquels je n'ai manqué que contraint et forcé; devant le Conseil d'enquête — où j'ai été l'objet de procédés iniques, dont je donnerai la preuve tout à l'heure — j'ai dû prouver au Conseil, alors qu'on ne m'a rien dit, que j'avais agi que par ordre.

J'ai fait cette preuve avec la plus grande modération, car je n'ai produit que cette pièce et je ne l'ai produite absolument qu'à la dernière minute.

Cette note établissait aussi que, même devant le général de Pellieux et malgré les engagements pris, le colonel du Paty était obligé de signaler que M. le général de Boisdeffre était au courant des relations des officiers placés sous ses ordres avec moi.

La seule production de cette note indique suffisamment que la déclaration de M. le colonel du Paty à M. le général de Pellieux, que toute relation avait cessé entre les officiers de l'état-major et moi à partir du moment où j'avais eu un avocat, est absolument inexacte, puisque je recevais des notes de ce genre. Tout ce qui est souligné dans la photographie représente ce qui était caché en rouge dans l'original.

Quand fut terminée l'enquête du général de Pellieux (il avait conclu qu'il n'y avait pas lieu d'informer), j'ai reçu l'ordre de demander à passer au Conseil de guerre.

J'ai, naturellement, obéi et j'ai fait une demande que j'ai soumise à cet officier qui l'a même corrigée.

A propos de la note du colonel du Paty, je voudrais faire une observation. Lorsque les lettres au Président de la République et l'article « Dixi » étaient mis faussement à ma charge au Conseil d'enquête, c'était considéré comme une faute grave contre la discipline et cela méritait ma traduction devant un Conseil d'enquête et ma mise en réforme.

Lorsque j'ai établi que je n'étais pas l'auteur, M. Cavaignac a trouvé que l'auteur n'en était pas punissable; et lorsque M. le général Zurlinden a succédé à M. Cavaignac, il a jugé que cela ne méritait que la mise en non activité par retrait d'emploi, par décision ministérielle, et sans même faire passer l'auteur devant un Conseil d'enquête; non pas que j'entende récriminer contre la mesure moins sévère que celle qui m'a frappé, dont a été puni M. le colonel du Paty; j'estime qu'il a été aussi injustement et aussi arbitrairement puni que moi; et, pas plus que moi, il n'a mérité un pareil traitement.

En tout cas je tiens à bien faire remarquer qu'il y a eu deux poids et deux mesures dans la manière dont l'un et l'autre nous avons été traités.

Je viens maintenant à ma traduction devant le Conseil de guerre.

Conformément à l'ordre que j'ai reçu, j'ai demandé à être traduit devant un Conseil de guerre, et l'instruction a commencé, plus complète, plus longue, plus détaillée que l'enquête de M. le général de Pellieux, mais menée de la même manière, c'est-à-dire que je recevais journalièrement des instructions formelles sur ce que je devais dire. Une fois où, pour obéir à M. Tézenas (qui, à cette époque, ne savait pas ce qui se passait), j'avais

fait une démarche de mon chef, je fus vertement rappelé à l'ordre.

Le commandant Ravary fut mandé à l'état-major de l'armée, et on lui donna communication de certaines pièces.

Tous les jours également, j'étais prévenu, et de ce que je devais dire, toujours par les mêmes personnes, soit le colonel Henry, soit le colonel du Paty; mais il est bien évident que ces communications sur les détails journaliers de l'instruction n'étaient pas faites à ces officiers, qui n'étaient considérés absolument que comme des témoins; elles étaient faites au chef d'état-major, ou plus probablement au sous-chef d'état-major pour le chef d'état-major.

Il est intéressant pour moi de constater que ces communications faites beaucoup plus haut qu'aux officiers mes intermédiaires, me parvenaient dans la soirée même.

Quand vint la lettre de Zola, j'avais eu l'intention (j'avais même demandé au ministre l'autorisation) de poursuivre Mathieu Dreyfus et le *Figaro* et de provoquer Clemenceau et Reinach.

Je fus invité à rester tranquille pour le moment; j'obéis.

Vint le procès Zola.

Dès que ce procès fut annoncé, le ministre de la guerre choisit un conseil, non pas officiellement, mais ce conseil fut le mien, de façon à ce que tout ce qui serait fait le fût en communauté.

C'est ainsi que M. Watinne, gendre de M. le général Billot, venait avec le colonel Thévenet travailler chez M. Tézenas, et que M. le général de Boisdeffre était en rapports directs et fréquents avec mes conseils.

Au cours de ce procès, on s'inquiéta beaucoup de savoir ce que j'allais dire dans ma déposition.

Comme tout cela commençait à singulièrement m'ennuyer, j'avais le projet, non pas seulement de parler, mais d'agir à l'audience; on m'avait indiqué ensuite dans quel sens je devais déposer; puis, au dernier moment, dans la salle des témoins, où il n'y avait que des officiers, le général de Pellieux me dit tout haut :

— Vous allez être interrogé. Vous ne répondrez pas.

Je lui dis :

— Mon général, si ces c...-là m'engagent, je ne peux pas me faire !

— Si, vous vous taisez, dit le général de Pellieux, je vous en donne l'ordre !

Je répondis :

— C'est bien, mon général.

Et voilà comment il se fit que je me tus.

Quand, après cette déposition muette, je revins au milieu des témoins, tous les officiers m'accueillirent en me serrant les mains et en me donnant toutes sortes de témoignages de sympathie.

</

judiciaire, et nous pouvons être convaincus que la plus haute incarnation de la justice française se refusait à accepter ou à faire que la nation accepte le maintien d'une sentence qui, par les moyens employés pour l'obtenir, est une honte pour ce pays-ci.

Le Liseur.

LA STATUE D'ALPHONSE DAUDET

Avant même la clôture de la souscription ouverte à l'effet d'élever un monument de reconnaissance au poète qui nous laisse tant de romans exquis et de drames émouvants, le Comité chargé de ce soin a choisi pour sculpteur M. de Saint-Marceaux. Il n'a pas à s'en plaindre.

Immédiatement l'artiste s'est mis à l'œuvre. Il a cherché à réaliser son idée : immortaliser par la forme de la matière une âme prématurément envolée.

Il a fait trois, quatre, dix esquisses dont les premières avaient, selon lui, le tort d'être trop dramatiques. A force de travail, il a transformé une œuvre d'un romantisme outré en une maquette très vivante, très moderne, ressassant celui qu'on a connu et le montrant tel qu'il était au début de l'implacable maladie à laquelle il a si courageusement résisté mais qui, trop tôt, l'a vaincu.

Dès qu'il s'agit d'un monument, des questions purement professionnelles se soulevaient. La statue sera-t-elle portée par un socle de pierre, bas ou élevé, ornémenté ou simple ? D'ordinaire, le choix de l'architecte chargé de ce socle est laissé au sculpteur.

Après réflexion, M. de Saint-Marceaux qui a déjà donné assez à faire aux architectes pour qu'on ne puisse satisfaire tout le monde et soi-même ; il se bornait au souhait de contenter la Commission chargée de le juger tout d'abord.

Son projet, on ne peut plus original, soulève fatalement des critiques, mais l'artiste sait qu'on ne peut satisfaire tout le monde et soi-même ; il se bornait au souhait de contenter la Commission chargée de le juger tout d'abord.

Puisqu'il art, a-t-il dit à MM. Jacques Normand, Gustave Toudouze, de Moily, Albert Cim, etc., qui composent celle-ci, est une convention, pourquoi la limiter ? Puisqu'on écrit tous les jours qu'une statue sort du marbre, pourquoi ne point pousser la convention jusqu'à faire sortir réellement du marbre, sous les yeux des passants, la figure que l'on veut montrer ?

Et, sur ces mots, M. de Saint-Marceaux a levé le voile qui recouvrait sa maquette et les yeux de tous les membres de la Commission aussitôt se sont illuminés. On assistait à une résurrection.

Voilà bien Alphonse Daudet dont le visage, malgré la maladie qui mine le corps, vit, mélancolique, sous sa forêt de cheveux.

L'écritain porte son vêtement de travail, un veston fermé au cou. Le bras droit est appuyé sur la crête du bloc de marbre d'où part la statue. En ses doigts, la main gauche, posée sur le chapeau qu'Alphonse Daudet avait toujours sur l'épaule ou sur les genoux, tient sa fleur préférée, un œillet.

Le bloc de marbre, placé sur un valonnement de 50 centimètres, aura sur celui-ci une hauteur de 3 mètres 60. La tête sera donc à peu près à 4 mètres du sol.

Sous les pieds de l'écritain on lit son nom, puis les deux dates qui forment la parenthèse de sa vie :

ALPHONSE DAUDET, 1843-1897

Tout le long du côté rugueux, formant rocher, qui se trouve sous le bras droit, seront gravés les titres des œuvres de l'écritain.

La Commission à qui a été soumise cette belle œuvre doit rendre compte de ses impressions, demain, au Comité. Celui-ci, certainement devant l'unanimité des suffrages, ratifiera la décision de ses délégués, qui ont quitté M. de Saint-Marceaux en le priant de transformer en marbre authentique sa maquette.

Une question intéressante restait à régler, celle du prix d'une telle œuvre. Jusqu'à la fin de la conversation, M. de Saint-Marceaux s'est montré exclusivement de la Société des Gens de lettres :

« Votre souscription est ouverte. Eh bien, nous causerons du prix quand elle sera close. »

Nous ne devons pas trop féliciter de cela le sculpteur. Il sait que les meilleurs de ceux qui ont aimé Daudet feront leur devoir.

Charles Chincholle.

LES FÊTES DE TUNISIE

(PAR DÉPÊCHE DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL)

Sfax, 27 avril.

L'excursion de la caravane ministérielle à Kairouan s'est accomplie hier, sous un soleil tropical, sans incident. La colonie française et les notabilités indigènes attendaient le ministre et les sous-secrétaires d'Etat à la petite gare, ouverte depuis six mois à peine à l'exploitation, et où de Sousse un train spécial nous avait amenés en deux heures. Et ce nous fut une occasion de procéder, avant de nous mettre à table, à l'inauguration de plus.

Un homme de lettres méridional qui voyage avec nous donnait tout à l'heure de cette tournée africaine une définition charmante : l'appelait une fêlérie d'ingénieurs. Fêlérie aussi joyeuse, aussi mouvementée au surplus et infiniment plus pittoresque et instructive, soyez-en sûrs, que celles où il ne s'agit d'inaugurer que des bustes.

Nous sommes rentrés à Sousse dans la soirée, après plusieurs heures d'exquises promenades à travers la ville sainte et ses mosquées, et éblouis par les splendeurs d'une fantasia donnée à l'ombre de la fameuse mosquée du Barbier et où toute la population assistait.

M. Krantz, embarqué à bord du *Casard*, se rendait à Sfax immédiatement et de là prenait ce matin le train de Gafsa où il va inspecter les travaux et l'organisation de la Compagnie des phosphates.

La caravane, ayant à sa tête MM. Legrand et Mougeot et M. René Millet, est arrivée de son côté à Sfax à onze heures, à bord des paquebots *Medjerdja* et *Ville d'Alger*, après une nuit de navigation sur une mer aussi calme qu'un lac. En l'absence du ministre, c'est par MM. Legrand et Mougeot que la colonie et les délégations indigènes ont été reçues. La ville est en fête et nous rencontrons partout, de la part des autorités locales et des populations, le même respectueux empressement et la même joie à fêter les invités du résident.

Demain matin, nous gagnons par chemin de fer la station de Maharrès pour y rejoindre le ministre, et la caravane aura touché là le point extrême de son itinéraire. Le soir, retour à Sfax, et en route pour Tunis. M. Krantz, lui, continue sa tournée vers le Sud et pousse jusqu'à Gabès. Il aura chaud.

Emile Berr.

BOITE AUX LETTRES

Monsieur le Rédacteur en chef,

Dans une nouvelle lettre publiée par le *Figaro*, M. Rowland Strong maintient que sa première entrevue avec le commandant Esterhazy a eu lieu dans les bureaux de la *Libre Parole*.

Vous trouverez bon que je persiste à soutenir le contraire. La chose n'a d'ailleurs aucune importance, comme le reconnaît un peu tardivement M. Strong lui-même. Le commandant Esterhazy est venu, en effet, à la *Libre Parole*, comme il est allé au *Figaro*, et je n'ai jamais songé à le nier.

J'ai voulu simplement démontrer que M. Strong s'était trompé et sur le lieu et sur la date de sa première entrevue avec Esterhazy, et à ce propos les mêmes erreurs pour d'autres parties plus graves de sa déposition.

Cette démonstration, je l'aurais faite, lumineuse, éclatante, devant la Chambre criminelle, si le président de cette Chambre, M. Loew, avait cru devoir m'entendre après avoir entendu M. Strong.

Mais je n'ai pas été appelé à m'expliquer devant la Chambre criminelle. On aurait pu sans doute que le journaliste anglais devait être cru sur parole, et que ses assertions n'avaient nul besoin d'être contrôlées par la réponse du journaliste français qui l'avait mis en cause.

C'est au public qu'il appartient de juger cette façon de comprendre l'impartialité et de pratiquer la justice.

Je vous prie d'agréer l'assurance de mes sentiments très distingués.

A. DE BOISANDRÉ.

Monsieur le Rédacteur en chef,

J'ai vraiment honte de vous ennuyer et d'ennuyer vos lecteurs avec mes démentis avec M. Strong. Pourtant, la lettre de ce matin est tellement personnelle et offensive que je suis forcé de vous prier de nouveau de m'accorder une petite place pour épécher, que la version Strong, et ce qui concerne son entrée en rapport avec M. Esterhazy, n'est pas conforme à la vérité.

M. Strong en appelle à M. Christie Murray. Il est parfaitement vrai que j'ai proposé

à ce Monsieur de lui présenter le commandant.

Je lui ai dit qu'il commettait une injustice en attaquant un homme sans le connaître et sans avoir entendu ce qu'il pouvait avoir à dire pour sa défense. M. Murray fut enchanté. A ce moment, je vivais en garni dans la maison de Strong. Je lui racontai que je devais présenter le commandant à M. Murray et il m'a vivement engagé de le présenter aussi. M. Murray a causé pendant une heure avec le commandant. Il lui a même préparé deux gros œufs, et lorsque M. Esterhazy nous a quittés, il m'a dit que sa conviction était faite. Ce qui n'empêche pas que le lendemain il s'est remis à attaquer le commandant dans son journal.

Pour résumer, je ne absolument avoir jamais organisé de rendez-vous entre M. Strong et le commandant Esterhazy à la *Libre Parole*. Je ne absolument avoir jamais prié M. Strong de se mettre en rapports avec mon ami.

Et je déclare en plus que toute la partie de la déposition (faite sous serment) de M. Strong relative à son interview avec M. Esterhazy dans la soirée de son élucidement est hautement fautive. C'est moi qui avais organisé cette rencontre. Il y avait présents M. Adolphe Possien, M. Gérard avec sa dame (née Péritin) et moi-même.

Lorsqu'un monsieur se met à accuser un officier français de félonie, il faudrait qu'il se conforme en tout à la vérité.

La version de M. de Boisandré est la seule vraie. Je n'ai pas plus de pouvoir d'organiser des rendez-vous à la *Libre Parole* que je n'en aurais de donner des conférences dans votre bureau particulier.

Je vous prie, monsieur le Rédacteur en chef, d'agréer l'expression de mes très respectueux hommages.

Robert H. SHERARD.

AVIS DIVERS

RENTES VIAGÈRES

RENTE VIAGÈRE constituée par LA COMPAGNIE D'ASSURANCES GÉNÉRALES SUR LA VIE, pour une somme de 4,000 francs qui lui est versée :

A 50 ans.....	64 70
A 60 ans.....	84 90
A 70 ans.....	120 10
A 80 ans.....	146 30

(Arrangés payables par semestre.)

LA COMPAGNIE D'ASSURANCES GÉNÉRALES SUR LA VIE, fondée en 1819, est la plus ancienne des Compagnies françaises. Elle sert annuellement 36 millions de Rentes viagères. Son fonds de garantie est de 720 millions.

Elle envoie gratuitement ses notes et tarifs concernant ses opérations à toute personne qui en adresse la demande, soit au siège social, à Paris, 87, rue Richelieu, soit à ses agents dans les départements.

EN UNE SEULE APPLICATION, cheveux blancs reprennent nuance première avec la BMMATRICE, nouvellement perfectionnée, de la Parfumerie Exotique, 35, rue du 4-Septembre. Indiquer nuance, 6^{fr} m^{tr} 6,85.

LANGHAM HOTEL, rue Baccard, av. de l'Alma, Ch.-Elysées, 1^{er} ord.

CHÈQUES PROPRES ET SAINS par le notaire G. LENTHERIC, 246, rue Saint-Honoré, Paris. 4 francs. — Franco, 4 francs 85.

CONTRE LES MAUX D'ESTOMAC ET LES DIGESTIONS DIFFICILES

LIQUEUR NORMALE

aux trois ferments (Pepsine, Diastase et Pancreatine). Flacon de 3 fr. 50, 6 fr., 9 francs. PHARMACIE NORMALE, 17-19, rue Drouot, et 15-17, rue de Provence.

QUAND un produit est incontestablement bon, il peut se passer de réclames ; ses plus actifs propagateurs sont les malades qu'il a guéris. Comment s'étonner, dès lors, du succès toujours croissant du *Santal Midy* ? Les jeunes gens qui lui doivent la santé sont légion.

ÉCLAIRÉ BRÜSSAIS DES YEUX par la Séve soufrée qui brûint, épaissit cils et sourcils. Parf. Nivon, 31, r. du 4-Septembre.

Nouvelles Diverses

LA CHARITÉ

Nous avons reçu pour les infortunes recommandées par le *Figaro* :

Un ami de la France (pour les six familles), 50 francs. Des fervents de Saint-Antoine (pour les six familles), 30 francs.

A. V. H. (pour Mmes Wolpelsberger, Benjamine Jacquet et Tienlou, 5 francs chaque), 20 francs.

A. B. J. J. (pour Mme Wolpelsberger), 40 francs. Souvenir, A. M. L. W. (pour les six familles), 50 francs.

L. de B. (pour les six familles), 60 francs. Total : 250 francs, plus un paquet d'effets envoyé par un anonyme pour la famille Wolpelsberger.

Ajoutons que la famille Wolpelsberger demeure, 12 — et non 13 — rue de l'Arbre-Sec et que la famille Jacquet, expulsée de son

logement passage Gauthier, habite maintenant, 6, rue Lauzin (Buttes-Chaumont).

Nous remercions vivement nos abonnés de leurs dons et nous les prions de les suspendre momentanément. Les six familles recommandées ont maintenant suffisamment pour attendre des jours meilleurs, et il faut se réserver pour d'autres infortunes. Il y en a tant !

LA SANTÉ PUBLIQUE

Le chiffre des décès continue à diminuer. Il a été, pour la semaine qui vient de s'écouler, de 1,107, inférieur à celui de la semaine précédente, 1,137, et se rapprochant de la moyenne. L'épidémie de grippe peut être considérée comme terminée.

Malheureusement la fièvre typhoïde commence à prendre des proportions. Elle a causé 21 décès, alors que la moyenne est de 6, et on a signalé à la Préfecture 106 cas nouveaux. Des mesures sont déjà prises pour entraver la propagation.

On a déclaré à Paris 575 mariages et enregistré la naissance de 1,474 enfants vivants, 607 garçons et 867 filles.

MORILLIERS A BON MARCHÉ

Il y a quelques jours, l'inspecteur d'une très importante maison de vente à crédit de Montmartre prenait un des vendeurs en flagrant délit de détournement. Il le fit conduire au bureau de M. Carpin, commissaire de police, où, après des essais de dénégations inutiles, le voleur finit par faire des aveux complets. Il dit mieux. Il dénonça quatorze de ses collègues qui formaient avec lui une association pour se procurer *gratis pro Deo* tout ce qui leur était nécessaire, à commencer par des mobiliers.

Le système était bien simple. Tous les jours l'employé vendeur de chaque rayon porte dans l'atelier d'emballage les objets vendus par lui. Les ventes étant nombreuses, il était facile d'ajouter quelque chose au stock vendu. Le préposé aux mobiliers ajoutait un lit, une commode, des chaises ; le préposé à la tapisserie, des rideaux, des tapis ; celui du chauffage, des poêles, un autre des pendules, etc. Le cocher livreur, qui était de la bande, faisait cela chez un des employés. De cette façon, chacun d'eux avait pu meubler simplement sans bourse délier.

Des perquisitions furent opérées à leurs domiciles et on remplit cinq grands fourgons avec les objets saisis.

Un des inculpés, prévenu à temps, réussit par faire disparaître les objets qui lui semblaient compromettants et il soutint effrontément que tout ce qui était chez lui avait été acheté depuis longtemps à droite et à gauche. Il avait oublié la plaque d'un poêle portant le nom de son patron, poêle auquel il avait indiqué une autre origine. Il a été forcé de reconnaître qu'il mentait.

A l'heure actuelle, treize employés sont au Dépôt. Deux ont été laissés en liberté provisoire, mais passeront comme leurs complices en police correctionnelle.

ACCIDENT MORTEL

M. Paul Chaffat, employé de commerce, se promenait avant-hier à bicyclette à Saint-Cloud, quand un autre bicycliste, lancé à fond de train, le prit en écharpe. Tous deux roulaient à plusieurs mètres. Mais moins de dix minutes après l'accident, M. Chaffat fut projeté sous les roues d'une lourde voiture de charbonnier qui lui broya la poitrine.

Le malheureux fut transporté à l'hôpital Laennec où il ne tarda pas à succomber.

TENTATIVE DE SUICIDE

Une jeune fille de vingt et un ans, Mlle Valentine Brunet, demeurant rue des Châtaigniers, était abandonnée par son amant, il y a quelques jours. Toute tentative de rapprochement ayant échoué, Valentine, désespérée, se résolut à mourir. Mais elle ne voulut pas se tuer chez elle.

Elle vint, avant-hier, soir, vers dix heures, louer une chambre dans l'hôtel meublé de la rue Saint-Maur, et en prit sur-le-champ possession.

Hier matin, le propriétaire de l'hôtel passant devant la chambre de sa nouvelle locataire, entendit des gémissements. Il frappa et, ne recevant pas de réponse, il entra dans la pièce en se servant de sa double clé. Il trouva la pauvre fille étendue sur son lit et se tortillant en proie à d'horribles douleurs. Elle avait absorbé un mélange de laudanum et de teinture d'iode.

On a immédiatement transporté la jeune désespérée à l'hôpital Saint-Louis. Son état est des plus inquiétants.

SOUVAINIERS EN VOYAGE

Les voyages du Président de la République, du roi de Suède, de la reine d'Angleterre, du roi et de la reine d'Italie défrayaient les chroniques. Une autre souveraine dont les déplacements à travers le monde entier font moins de bruit mais sont assurément plus féconds en résultats pour l'estomac, c'est l'eau de la Source Cachat. (Dépôt d'Evian-les-Bains : 18, rue Favart.)

Exiger le nom de la Source Cachat en rouge sur l'étiquette. Ch.-A. Besson, directeur.

EXPLOSIONS

Une explosion suivie d'un commencement d'incendie s'est produite hier, vers midi, 47, rue de Bercy.

La femme d'un chaudronnier établi à cette

adresse, Mme Griffeuille, était descendue à la cave pour transvaser une bonbonne de pétrole lorsque, tout à coup, à l'approche d'une lampe, le dangereux liquide prit feu. La bonbonne éclata avec un bruit formidable et Mme Griffeuille, dont les vêtements avaient pris feu, fut grièvement brûlée sur diverses parties du corps.

Son mari accourut à ses cris, la porta jusqu'à l'escalier, puis la remonta dans la boutique, malgré les horribles brûlures qu'il se fit aux mains et au visage.

Les pompiers de la rue de Rome ont pu éteindre le feu après une heure d'efforts. L'état de M. et Mme Griffeuille, quoique grave, ne met pas leur vie en danger.

Autre explosion, une heure plus tard, quai des Grands-Augustins. En procédant à des travaux de terrassements nécessaires par la nouvelle gare d'Orléans, des ouvriers ont crevé, par mégarde, avec un de leurs outils, un tuyau d'air comprimé de la Compagnie Popp.

Une explosion des plus violentes eut lieu et un ouvrier a été grièvement blessé. On a dû le conduire à l'hôtel-Dieu.

Cet accident a eu pour conséquence d'arrêter les horloges pneumatiques et, pendant toute la journée, les Parisiens ont vu les aiguilles de ces horloges arrêtées à une heure douze minutes, heure exacte de l'accident.

Jean de Paris.

Mémoire. — M. Nevers, concierge, rue Théophile-Gautier, a fait, hier matin, une étrange découverte. Il a trouvé derrière la porte d'entrée de l'immeuble douze costumes complets de première communion. Il a porté sa trouvaille chez le commissaire de police.

* La durée de la Foire aux pains d'épice, qui a été prolongée de huit jours, se terminera par une fête organisée par les commerçants et les forains.

J. de P.

Gazette des Tribunaux

COUR DE CASSATION, CHAMBRE CRIMINELLE : Les pourvois Max Régis et Leblos.

La Chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté, hier, le pourvoi formé par M. Max Régis, contre un arrêt de la Cour d'appel d'Alger, le condamnant, pour coups et blessures, à huit jours de prison.

Les mêmes magistrats ont renvoyé à quinzaine l'examen du pourvoi en tierce opposition formé par M. Leblos contre leur propre arrêt, attribuant à la Chambre des mises en accusation le règlement de juges dans l'affaire Picquart-Leblos.

George Grippon.

Informations

Dans l'armée. — M. Vignal, capitaine breveté à l'état-major particulier du génie, placé hors cadres, a été désigné pour occuper le poste d'attaché militaire à l'ambassade de France aux Etats-Unis d'Amérique.

Le prochain Salon. — A citer un beau portrait du peintre Richard Hall : le jeune maître suédois expose cette année le portrait d'Albert Brasseur.

Aviz. — Rendez-vous à la tour Eiffel, dimanche, pour le déjeuner traditionnel du vernissage des Salons.

Ingénieuse définition de l'annexion et du protectorat par un diplomate doublé d'un gourmet :

« La sauce mouseline la plus suave masque l'asperge et la dénature : c'est l'annexion. L'huile de l'Union des propriétaires de Nice, rue de l'Opéra, la met en valeur tout en lui laissant son goût propre : c'est le protectorat. »

Le bain parfumé de Vichy. — Nous l'avons dit souvent, et il faut le répéter sans cesse, le « bain parfumé de Vichy » est un des meilleurs produits de la Compagnie fermière. Composé avec les sels extraits des sources Célestins, Hôpital ou Grande-Grille et relevé, comme son nom l'indique, de parfums choisis parmi les plus délicats, le bain de Vichy est tout indiqué pour les personnes soucieuses du bien-être et de la véritable hygiène.

Henry Dupont.

Figaro à la Bourse

Joué 27 avril.

Je pense que personne ne s'étonnera de la recrudescence lourdeur qui a dominé aujourd'hui. La réponse des primes imminente et, en conséquence, on redouble de réalisations sur les valeurs en recette, au premier rang desquelles, j'ai à peine besoin de le dire, brille le *Rio* aux hautes impétueuses. Les liquidations anticipées de positions le ramènent des hauteurs de 1,221, où il planait hier, au cours de 1,199, et il a fait 1,225 et 1,193 aux cours extrêmes. J'imagine que ce recul de 22 francs ne remplira que d'une affliction relative l'âme des acheteurs, et surtout de ceux qui ont acheté

aux environs de la dernière liquidation. On était alors, nous dit la colonne des cours de compensations, à 1,070. Malgré le déchet des derniers jours, le bénéfice reste encore assez coquet, et on s'y abonnerait volontiers.

Le *Rio* ayant reculé, il va de soi que tout le reste a fait de même ; mais avec beaucoup moins de modération, comme vous le comprendrez bien. Les diminutions les plus marquées sont celles du *Lyon*, à 1,985, du *Nord* à 2,100, du *Gaz* à 1,857, qui perdent de 9 à 13 fr.

Les établissements de crédit sont calmes au point de n'insinuer que des moins-values insignifiantes ; et le marché des fonds d'Etat n'est pas non plus plus secoué. Le 3 0/0 a perdu 5 centimes à 101 90, l'Extérieure fléchit de 17 centimes à 59 25 après 59 55, l'Italien de 12 centimes à 35 05 après 35 15, le Turc C 10 centimes à 27 40 après 27 35. Les valeurs brésiliennes sont faibles aussi, et les valeurs russes aussi. Mais la faiblesse n'est nulle part très marquée.

Elle ne l'est pas davantage sur le *Suez* qui, à 3,824, ne repère que 3 fr. sur sa hausse importante d'hier.

La *De Beers* reste ferme à 737. La *Sonobv*, à 2,035 au lieu de 1,985, recommence à effleurer. Les *Tramways de Tours* sont tenus à 423. La *Traction* recule de 210 à 206. Les *Voitures* sont invariables à 665. Les actionnaires apprendront officiellement samedi que les bénéfices de 1898 sont de 882,432 fr. 45. C'est une diminution de 1,091,504 francs sur l'exercice antérieur.

Le Boursier.

MINES D'OR

Après un début très ferme, le marché sud-africain s'est alourdi à Londres, au moment de la seconde édition du *Times*. Elle contenait un article, dont le sens général nous a été transmis, par téléphone, et qui présentait la situation politique au Transvaal comme de nouveau peu satisfaisante. D'autre part, le *Times* d'hier soir a publié une lettre du secrétaire d'un Comité d'actionnaires français de Mines d'or du Transvaal, se disant autorisé à déclarer que les négociations ont été rompues entre la Chambre des Mines et le gouvernement. Nous n'avons, pour notre part, aucune confirmation de cette nouvelle, et elle paraît en contradiction avec la mesure prise avant-hier, à Pretoria, à propos des bwa-aplaats. On fera bien, croyons-nous, de ne pas perdre de vue que cette question des réformes, qui devrait rester strictement limitée au terrain économique, empiète malheureusement sur le terrain purement politique et, à ce titre, elle soulève des passions et elle touche à des intérêts qui n'ont rien de commun avec ceux de l'industrie minière.

Les actionnaires auront donc raison de ne pas attacher trop d'importance aux nouvelles mises en ce moment en circulation. Le gouvernement boer ne peut pas s'arrêter dans la voie où il est entré, et nous espérons que les chefs de l'industrie minière sauront se séparer des politiciens, pour conclure bientôt un arrangement durable qui donnera un essor colossal aux affaires de ce pays.

Il faut dire, d'ailleurs, que l'émotion n'a pas été bien grande. La *Crozon Reef* cote 18 liv. st. 3/4 (472 fr. 69), et *Gen Deep* 4 liv. st. 13/16 (421 fr. 32) comme la veille ; la *Rose Deep* reste à 11 liv. st. 3/16 (282 fr. 04) après 11 liv. st. 3/8.

À Paris, où l'approche de la liquidation se fait sentir, quelques valeurs supportent des réalisations sans grande importance. Seule, l'action *Goetz et Co*, entraînée par des demandes encore plus nombreuses que la veille, passe de 78 fr. à 85 fr. Ce mouvement est dû à la plus-value considérable acquise, depuis quelques jours, par les actions d'une Compagnie dans laquelle ce « trust » a de grands intérêts.

Henry Dupont.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

BANQUE DE FRANCE. — Bilan du 30 au 27 avril. Principales variations : *Augmentations*, 1 million 1/4 ; *Portefeuille*, 34 millions 3/4 ; *Comptes courants particuliers*, 44 millions 3/4 ; *Comptes courants du Trésor*, 12 millions 3/4 ; *Diminutions* : *Avances sur titres*, 6 millions 1/2 ; *Circulation-billets*, 21 millions 1/2. — *Bénéfices bruts* : 399,137 francs. — *Dépenses* : 63,283 francs.

RENTES DE FRANCE. — Recettes de la semaine, par comparaison avec celles du même semaine correspondante de 1898 : *Augmentations* : Orléans, 26

cela est possible, le retrait de cette loi qui est aussi désastreuse pour les ouvriers que pour les patrons.

CHERBOURG. — Les ouvriers employés à la cale du Galet, à Cherbourg, ont pris un bloc, au lieu de mortier, dans le mortier de la pose de la première pierre de la fortification du Galet, par Louis-Philippe.

Ce coffret, que l'on va déposer au musée de la ville, renferme un parchemin, en écriture presque illisible, et quatre médailles grand module portant la date de 1840 avec effigie de Louis-Philippe. Sur l'une d'elles est relatée la mort du duc d'Orléans, à l'âge de trente ans, avec cette inscription : « Nous l'avons perdu trop jeune ».

Des pièces de 5, 2 et 1 franc à même effigie, et deux pièces de 1 franc à l'effigie de Napoléon I^{er}, empereur et roi d'Italie, se trouvent également dans ce coffret.

Pour le commandant Marchand

MARSEILLE. — On a exposé ce soir, dans un magasin de la rue de Noailles, le sabre d'honneur que le général de division Louis-Philippe Marchand a reçu, dans le fort de la Malmaison, le 24 mai 1918, de la main du commandant Marchand des sapeurs, à Marseille. Cette arme est très belle. La lame, damassée bleu et or, porte ces mots : « Au commandant Marchand, la Société des anciens militaires des armées de terre et de mer de Marseille. » La poignée, en acier, est ornée et finie au tour. Elle porte, sur le pommeau, les initiales du commandant, en or. Sur la garde, les armoiries de la ville de Marseille, or, argent et acier. Le fourreau est en acier nickelé.

Inauguration du pont Barla, par la reine d'Angleterre

NICE. — Nice la Coquette a aujourd'hui pris l'aspect des jours de fêtes, à l'occasion de l'inauguration du nouveau pont qui relie, sur le Paillon, le boulevard Carabacel et la rue Barla. Le pont est merveilleusement décoré de drapeaux aux couleurs françaises, anglaises et russes. A partir de trois heures, une foule énorme attend le cortège royal. A quatre heures, arrive le landau de la Reine, escorté de deux brigades de gendarmes.

« Sa Majesté est reçue à l'entrée du pont par M. le maire de Nice, qui lui dit :
« J'ai l'honneur de présenter à Votre Majesté mes plus respectueux hommages, au nom de la ville de Nice. Je vous remercie de l'honneur que Votre Majesté veut bien nous faire en acceptant d'inaugurer ce nouveau pont. Je prie Votre Majesté de vouloir bien accepter ces fleurs en souvenir de cette mémorable journée ».

La Reine a très aimablement répondu, en souriant :

« Je vous remercie bien, monsieur le maire, et je fais des vœux bien sincères pour la prospérité de Nice ».

Une gerbe de fleurs, lilas blancs et orchidées, est offerte à la princesse de Galles, princesse Christian reçoit une gerbe d'œillets. Les deux princesses sont dans la voiture de la Reine. Dans une autre voiture se trouvent la princesse Victoria et deux dames d'honneur. M. Paoli, le distingué commissaire spécial chargé du service de Sa Majesté, ferme le cortège.

La voiture royale, ensuite, traversant le pont, coupe le ruban symbolique tendu en travers de ce pont, tandis que la musique joue la Marseillaise et le God save the Queen aux applaudissements de la foule.

Argus.

COURRIER DES THÉÂTRES

A l'Opéra, dimanche soir, représentation gratuite de *Guillaume Tell*.
Ouverture des portes à 6 h. 1/2 ; on commencera à 7 heures.

M. Victor Maurel est de retour à Paris de sa brillante saison à New-York.

Mme Félia Litvinne est également à Paris, ayant terminé ses représentations au Théâtre Impérial de Saint-Petersbourg où ses succès furent si retentissants.

A l'Opéra-Comique, ce soir, le *Barbier de Séville* et le *Karfalet*.
Le *Barbier de Séville* sera joué par Mme Bréjean-Gravière, MM. Fugère, Clément, Bouvet et Isnardon.

An théâtre Sarah-Bernhardt, demain samedi 29 avril, en matinée à cinq heures, onzième et avant-dernière samedi populaire de poésie ancienne et moderne.
A côté de Mme Sarah Bernhardt qui dira des poèmes de Théodore de Banville et de Mme Rosmondo-Gérard (Mme Edmonde Rostand), Mme Hégion, de l'Opéra, chantera *Par les Chemins de France*, trois lieds mis en musique par M. Xavier Leroux, et M. Lucien Guity, du Vaudeville, dira des « Histoires naturelles » de M. Jules Renard.

On entendra en outre des poèmes de Victor Hugo, Alfred de Musset, Verlaine, Hélène Vassallo, etc., et des sonnets de Dante, Pétrarque, Michel-Ange, Ronsard, Shakespeare, dits par les principaux artistes du théâtre Sarah-Bernhardt.

La semaine théâtrale prochaine s'annonce ainsi :
Lundi, à la Comédie-Parissienne, répétition générale des *Apparences*, 4 actes de M. Henri Lyon.

Mardi, première des *Apparences*, A l'Odéon, répétition générale de *Ma Bru*, 3 actes de MM. Fabrice Carré et Paul Billaud.

Mercredi, première de *Ma Bru*. A la Comédie-Française, répétition générale du *Torrent*, de M. Maurice Maeterlinck.

Vendredi, première du *Torrent*.
Sans compter l'imprévu.

Voici deux théâtres parisiens pourvus de directeurs nouveaux.
Au Gymnase d'abord, où M. Porel a proposé M. Emile Chautard, comme son co-gérant aux actionnaires, qui ont approuvé ce choix à l'unanimité.

M. Porel a présenté en ces termes son associé à l'assemblée :

Messieurs,
J'ai l'honneur de vous présenter M. Emile Chautard avec qui je désire partager, dès à présent, mes fonctions de gérant de notre Société. Je connais M. Emile Chautard depuis plus de dix ans, un charmant garçon, honnête, intelligent, travailleur, apprécié et aimé de tout le monde. Depuis qu'il a accepté officiellement de l'administration de notre théâtre, c'est-à-dire depuis une année, j'ai vu de près ses qualités d'administrateur prudent, avisé et économique, et c'est ce qui m'a décidé à venir vous demander aujourd'hui de lui confier la responsabilité de nos affaires et des responsabilités de la gestion de la Société en commandite par actions du théâtre du Gymnase.

Nous avons rencontré M. Porel à l'issue de la réunion des actionnaires, et nous lui avons demandé quelles modifications l'adjonction de M. Chautard à la gestion allait apporter à l'état actuel de la Société.

L'excellent directeur nous a répondu qu'il restait avec M. Chautard pour l'aider à organiser la saison prochaine, mais qu'il était résolu à ne pas garder la rude responsabilité des deux théâtres du Vaudeville et du Gymnase.

Il est donc virtuellement convenu qu'à l'assemblée annuelle de juin, il laissera le pouvoir absolu à son co-gérant, pour se consacrer entièrement aux destinées du Vaudeville.

D'autre part, comme nous l'avons annoncé, les actionnaires du théâtre du Palais-Royal se sont réunis hier.

MM. Mussay et Boyer ont maintenu leur démission, et ont présenté à l'agrément de l'assemblée un nouveau candidat à leur succession : M. Maurice Charlot, ex-directeur de l'athlétisme, qui a été accepté aussitôt, et à l'unanimité.

Nos compliments au nouveau directeur.

M. Mussay était directeur du Palais-Royal depuis douze ans ; M. Boyer depuis dix ans. Ils ont toujours eu des relations excellentes avec les auteurs, les artistes et la presse. Sous leur direction, le Palais-Royal était resté une grande famille, et l'on a encore le souvenir de leurs procédés avec leurs artistes malades, Daubray, Calvin et Maugé, qui touchaient leurs appointements jusqu'à leur dernier jour, et de leur dévouement pour la brave Alice Lavigne.

Les auteurs les plus connus sous leur direction furent : MM. Feydeau, Valabréque, Hennequin, Besson, etc. Leurs grands succès : *Le Pape*, *Le Monsieur de la Dinde*, *Le Parfum*, *Durand et Durand*, *Le Club des Femmes*, etc.

M. Boyer va se consacrer tout entier au théâtre du Vaudeville de Bruxelles, qu'il dirige depuis vingt-huit ans.

Les offres les plus flatteuses ont déjà été faites à M. Mussay, pour le cas où il se déciderait à reprendre sa direction. Ses solides et multiples qualités de metteur en scène et d'administrateur lui ont fait une très brillante réputation parmi les hommes de théâtre, et il faut espérer, à la fois pour les auteurs et pour les artistes, qu'il ne se laissera pas trop tirer l'oreille !

Le théâtre de la Gaîté donnera après-demain dimanche la première matinée des *Seigneurs Gaudichard*, la nouvelle pièce, qui obtient chaque soir tant de succès.

La direction du théâtre lyrique de la Renaissance vient de décider qu'en attendant *Martha* et la première du *Duc de Ferrare*, elle donnera aujourd'hui vendredi, dimanche en matinée et lundi prochain trois représentations extraordinaires sans aucune augmentation dans le prix des places.

Le spectacle se composera de *l'Enfant prodige*, avec Mmes Félia Mallet, Magnier, Diéterle et M. Duquesne, et du *Barbier de Séville* avec Mlle Parentani, MM. Soloacroix et Degenne.

Une rectification.
Cet après-midi que l'on a annoncé que l'anniversaire de la naissance de Fromental Halévy était le 24 mai prochain.

L'auteur de *la Juive* et de *l'Éclair* est né à Paris le 27 mai 1799. C'est donc probablement à cette date que l'Opéra-Comique célébrera son centenaire par la reprise de l'un de ses chefs-d'œuvre.

De Berlin :
« Lundi soir à eu lieu, au Residenz Theater, la 100^e représentation du *Contredanse des Wagons-Lits*. La salle était comble : le public a fait ovations sur ovations à l'excellente troupe de M. Lautenberg qui joue avec un entrain merveilleux la pièce de M. Besson ».

De Rome :
« La nouvelle que Mme Eleonora Duse se consacrerait exclusivement à l'interprétation des œuvres de M. Gabriele d'Annunzio semble se confirmer. Sa première création sera un rôle dans la *Gloria*, drame que M. d'Annunzio a écrit à Corfou, ou, comme on sait, il a fait récemment un séjour, en compagnie de Mme Duse ».

La *Gloria* est un drame politique dont les deux principaux rôles masculins sont, dit-on, M. Felice Cavallotti, tué en duel par le député Macola, et M. Crispi.

M. Zacconi interprétera les deux rôles.

Voici en quels termes, dans une lettre adressée à M. Zacconi, M. d'Annunzio décrit son œuvre :

« Cette tragédie est très différente de mes travaux scéniques antérieurs ; elle est plus largement conçue, plus émouvante, plus troublante. On pourra l'appeler une tragédie nationale, car il s'y agit d'une heure tragique dans la vie d'un peuple ; elle exprime la réaction violente de l'âme populaire contre la volonté d'un seul héros. C'est une tragédie moderne, solidement bâtie, dans laquelle celui-ci ou celui-là pourra peut-être reconnaître les traits d'une personnalité connue, mais les moyens, toutes les possibilités de l'expression sont condensés dans la personne du premier rôle ; de l'héroïsme jusqu'à la peur, de l'ivresse, de l'art oratoire jusqu'au bégaïement incompréhensible, de la vitalité la plus superbe, la plus intense, jusqu'à l'engourdissement cruel de la mort, tous les accents sont à sa disposition ».

Ce poème contient une autre particularité qui ne déplaît pas : l'apparition d'une personnalité gigantesque, au deuxième acte, et l'apparition et la mort d'un vieillard, d'un dictateur, dernier soutien d'un monde qui commence à chanceler et qui s'écroule avec lui ».

La première représentation de la *Gloria* aura lieu à Naples ».

De Monte-Carlo :
« Les *Petites Mites* viennent de remporter, à Monte-Carlo, un succès plus grand que celui de *Véronique*. La pièce est, du reste, montée comme à la première des Bouffes, avec presque la même distribution et dans les mêmes décors ».

Mlle Alice Bonheur a été l'héroïne de la soirée ; sa beauté, sa voix charmante, son jeu et ses très amusants lui ont conquis les applaudissements unanimes du public. Mlle Odette Dulac a également obtenu beaucoup de succès. Le rôle de Gaston Rigaud était joué, pour la première fois, par M. Jean Péri, qui y a apporté beaucoup de distinction et d'élégance, ce qui donne au rôle un charme et une importance qu'il n'avait pas rencontrés à la création ».

Les autres rôles, tenus par MM. Regnard, Brunais, Maurice Lamy, Poudrier ; Mmes Laporte, Vigoureux, qui ont composé un ensemble de tout premier ordre.

L'orchestre était dirigé par M. Thibault, l'excellent chef d'orchestre des Bouffes-Parisiens ».

Jules Huret.

PETITES NOUVELLES

Mlle Laming, directrice des études musicales à l'Ecole Villiers, vient d'obtenir les palmes académiques.

Le Nouveau-Théâtre terminant sa saison le 1^{er} mai, M. Paul Franck prie les auteurs qui ont déposé leurs manuscrits de bien vouloir les faire reprendre, tous les jours, de 4 à 6 heures, au secrétariat du Nouveau-Théâtre.

Dimanche dernier, 28 avril, il a été perdu, dans le passage Châtelet à la gare Saint-Lazare, un bracelet très rare : gourmette et médaille antique argent montée or.

Prière de le rapporter 209, boulevard Raspail, à Mme Jeanne Remacle.

SPECTACLES & CONCERTS

Aujourd'hui :
A la Bodinière, à 3 heures : 10^e séance, *Au temps des grisettes*, 1840-1860. Audition de Mlle Mily Meyer et de M. Pougand, du Châtelet. Causerie par M. Maurice Lefèvre.

A 4 h. 1/2 : 18^e représentation de *Paris-Smart*, fantaisie-revue en vers libres et prose servie, de M. Victor Meusy, musique arrangée par M. A. Rey, jouée par Mlle Lise Barty et M. Fernand Depas. Couplets nouveaux.

La salle des Mathurins étant prise, aujourd'hui par les dernières répétitions des *Chansons de la Bacchante*, la représentation des *Petites Mites*, annoncée pour cet après-midi, est remise à la semaine prochaine.

Nous rappelons que la *Chanson d'un certain âge* n'aura plus qu'une seule repré-

sentation à la Bodinière, demain, à 3 heures, M. Jacques Ferny se trouvant obligé, par des engagements antérieurs, de se séparer de Mlle Myriam Manuel et de M. Guyon fils, les deux excellents interprètes de cette curieuse reconstitution.

Ce soir, à la salle Erard, concert donné par Mlle Juliette Toutain, avec la concours de l'orchestre Colonne. Au programme : Concertos de Beethoven, Dubois, Widor, et Fantaisie hongroise, de Liszt.

La grande matinée donnée au Trocadéro, au profit de l'Orphelinat des Arts, comprenait un programme des plus attrayants.

La Grande Mère, le petit drame en vers de Victor Hugo, a été superbement interprété par Mmes Marie Laurent, Segond-Weber et MM. Rameau et Cornaglia, de l'Odéon. M. Brémont a dit avec son art habituel les beaux vers du *Triomphe* de Victor Hugo, sur lesquels M. F. Thomé a écrit une musique vibrante pour piano, orgue et violon.

Dans différents intermèdes, le public a pu applaudir MM. Auguez et Murat, de l'Opéra ; M. F. Depas, et Mlle Félita Mallet, très intéressante dans ses chansons gaies ou tristes.

Gros succès également pour Mlle Suzanne et Blanche Manté, exquises de grâce dans leurs « danses anciennes ».

La musique du 4^e régiment d'infanterie, dirigée par M. Vivier, prêtait son concours à cette matinée, qui s'est terminée par le tirage de la loterie dont le gros lot, une voiture automobile tarifiée 8,000 francs, a été gagnée par le n^o 66,100.

Le succès de *Pour qui s'embaillait-y ?* avec la fantaisiste Balthy et l'amusant Fordyce s'affirme chaque soir davantage à la Scala. A l'ouverture des bureaux, il devient impossible de trouver le plus petit coin. La direction rappelle que *Pour qui s'embaillait-y ?* commence à 9 h. 3/4.

Mlle Clotilde Kieberg, dont nous n'avons plus à faire l'éloge et qui vient d'obtenir à l'étranger et tout récemment à la Salle Erard de si grands succès, a été engagée pour se faire entendre dans les concerts du grand festival dirigés par M. Ch. Lamoureux et qui inaugureront la saison de Londres.

Nouveau triomphe, hier, à la Bodinière, pour la 1^{re} série des *Poèmes musicaux* chantés par Mme Marthe Chassang. Avec sa grande âme d'artiste servie par une voix si généreuse, la cantatrice a réalisé une interprétation admirable des mélodies de Gabriel Fauré, que le maître avait voulu à l'accomplissement lui-même. On a aussi beaucoup félicité le poète Maurice Chassang dans sa belle conférence sur les poèmes et la musique.

On refuse du monde tous les soirs aux Mathurins. La salle n'est plus assez grande pour contenir le public qui y vient applaudir Marguerite Deval et Guyon fils dans *Vive l'Armée* ! Jean Bataille, qui a lancé hier avec gros succès un nouveau chansonnier, *Ma chère Marie*, Bonnard, Fragerolle, Balha, etc. Il est donc prudent de réserver ses places à l'avance.

Le théâtre des Capucines donnera ce soir la quatrième et dernière de *Casdebide*, la fantaisie de M. H. Pagat dont le succès a été prodigieux et qui a été joué par M. Fernand Depas l'occasion d'un vrai triomphe. Avis à ceux qui n'ont pas applaudi la joyeuse pièce.

Demain samedi, rentrée de M. Galipaux qui renouvellera son amusant répertoire de chansonnettes et monologues.

A son tour, Hyspa a lancé hier, au Théâtre de Tabarin, le *Président au Concours agricole*, une nouvelle joussette qui fera rire tout Paris. C'est dire que si la spirite revue de Pury, *Elle aime à l'aise*, a atteint hier, sans que son succès ait faibli, sa cinquante et unième représentation, une foule de petites premières ont, depuis qu'on la joue, rafraîchi notablement le programme, l'un des plus complètement gais qui se donnent en ce moment.

En hommage à la mémoire d'Édouard Pailleron, Mlle Reichenberg, son interprète préférée, reparaitra pour une seule fois en public et dira des fragments des œuvres du maître regretté à la 14^e matinée Depas, 7, rue Chapal, le samedi 13 mai. La causerie sera faite par M. Léo Claretie. Le succès des matinées Depas s'est brillamment affirmé pendant cette dernière saison.

Demain samedi, on entendra les principaux chansonniers de l'époque dans leurs œuvres, avec causerie du poète G. Montoya. Le samedi 20 mai, l'opérette avec Mme Simon-Girard, et le 27 mai, le monologue avec les maîtres du genre.

La Comédie-Française reculant la première du *Torrent*, le Cirque d'été fera sa réouverture, suivant l'usage, le 1^{er} mai : donc, lundi prochain, le Cirque des Champs-Élysées ouvrira ses portes avec un programme que l'on dit très attrayant.

Pierrot chez les bandits ne sera donc plus joué que quatre fois au Cirque d'hiver, dont la clôture aura lieu dimanche soir.

Mme Bob Walter a toutes les audaces. Engagée pour une série de représentations en Espagne, elle avait résolu de gagner Madrid en automobile, malgré le temps peu engageant de ces jours derniers. Après une première partie de voyage assez calme, l'intéressante artiste a falli être tuée, près de Guadalajara, dans une descente rapide ; le lendemain, elle arrivait tant bien que mal à destination, jurant bien qu'elle ne tenterait plus pareille aventure. L'accueil du public madrilène fera bientôt oublier à Mme Bob Walter les émotions de son voyage.

Le *Quintette à cordes*, de Schubert, qui ouvrait la dernière séance Nadaud, a été remarquablement rendu par MM. Nadaud, Gibler, Giannini et les deux excellents violoncellistes Croc-Saint-André et Sémon. Une remarquable ovation a été faite à R. Pugno et Ed. Nadaud, après la splendide exécution de la *Sonate* de Saint-Saëns.

Cette belle soirée, qui se terminait par le trio en si-mol de Beethoven, a dignement clôturé la série des quatre séances que le distingué violoniste Ed. Nadaud donne chaque hiver depuis dix-huit ans.

Pour prendre date :
M. Victor Gréhon et Pierre Monville, les auteurs du *Constat Poulard*, viennent de terminer un drame, *Paternité*, spécialement écrit pour M. Séverin Mars et qui sera représenté l'hiver prochain sur une de nos grandes scènes de concert.

Au cirque Medrano, les trois Wonder's, acrobates olympiques, viennent de débiter avec le plus grand succès. Ces athlètes, aux muscles puissants, exécutent avec des poids de 300 livres, des jeux acrobatiques d'un genre tout nouveau. C'est là un excellent numéro.

D'Anvers :
« Très brillant le dernier concert symphonique dans lequel Henri Falcet a obtenu un succès colossal. L'auditoire n'a cessé de prodiguer les plus chaleureuses ovations à l'éminent virtuose parisien, dont le jeu souverainement aristocratique et le toucher incomparable ont enthousiasmé le public anversois ».

De Monte-Carlo :
« 18^e concert international, dirigé par M. Arthur Vigna, et consacré à l'école italienne. A côté des pages de Chiarosa, Brugnini, Verdi, on a particulièrement applaudi deux premières auditions : une suite d'orchestre de M. Augusto Foggi, intitulée « Fête au Château », qui témoigne un tempérament très mélodique et le don du coloris orchestral ; et

une ouverture dramatique de M. Terzolo, d'expression élevée et de facture solide. Au même concert, Mlle Tesendorff, pianiste, a exécuté le concerto de Mendelssohn, et l'étude sur les touches noires de Chopin ».

A. Mercklein.

PETITES NOUVELLES

Le dîner des « Mille Regrets » du mois d'avril a eu lieu lundi, sous la présidence de M. Grenet-Dancourt, secrétaire du Vaudeville. A ce dîner assistaient MM. Guillemin, Emile Abraham, Jules Rognes, Vallin, Armand Lévy, Edmond Stoullig, Jean Brasseur, Rossi, Marcel Valentin, Pierre Lafitte, Charles Akar, Fabrice Lamon, Jean Oller, Jacques Yvel, Marcel Simond, Clément Bannet, de La Neuville, Jules Ulrich, François, Jean Bataille, Edmond Benjamin et son directeur M. Kopp, Des Gachons, Maxime Guy et Widhoff.

Dimanche prochain, 30 avril, à 8 h. 1/2 du soir, à la Société de géographie, 181, boulevard Saint-Germain, concert donné par Mlle Delacour, l'une de nos plus brillantes harpistes parisiennes, avec les gracieux concours des principaux artistes de la scène, de l'Opéra-Comique et de la Comédie-Française.

La Vie Sportive

LE TURF

NOTES SUR MAISONS-LAFFITE

Deux bons prix au programme : le Prix Dauphin et le Prix de la Vierge. Le premier, le prix Beauvais, qui pourrait revenir à Martinet ou Mauvezin. Pour le reste, on peut indiquer, dans le prix des Triangles, Micoche ou Douro ; dans le prix Little Duck, Gorenoll et Gourgon ; dans le prix de Vernon, Cristal II ou Sinha ; dans le prix Mondaine, Hymnis ou Kroskha.

COURSES AU BOIS DE BOULOGNE

Journée pittoresque et mouvementée, grâce à des instructions nouvelles envoyées de la Préfecture de police, au sujet des paris faits à l'intérieur de la grille, devant la salle des balcons. M. Chauvin, député de Seine-et-Marne, étant monté à la tribune pour rassurer les donneurs, le pari mutuel ayant réalisé des recettes supérieures, très supérieures même, on pouvait croire l'appât gouvernemental amplement satisfait. On pouvait d'autant mieux le supposer que M. Viger, ministre des Finances, avait écrit au préfet de la Seine, le 15 avril, que l'on avait cité de lui cette phrase, recueillie par un de mes confrères : « Comme ça, ça peut aller ! »

C'est-à-dire que les gens qui se connaissent pouvaient se livrer à l'innocente distraction de parier entre eux, sur parole. Le gouvernement ne trouvant pas encore le gîte de miel suffisant avait donné pour la journée des instructions nouvelles d'un ridicule qui a mis le feu aux poudres. C'est ainsi que le commissaire de police est venu d'abord interdire l'usage du « crayon ». Le crayon devenant une arme prohibée, ce n'était que risible. Mais d'autres tracasseries ont suivi, si bien que les commissaires ont dû aller chercher le commissaire et a crié : « Vive la liberté ! » Prélever des sommes énormes sur le mutuel, ce n'est donc pas suffisant ?

Le gouvernement songerait-il encore, au profit de son budget, à prélever un tant pour cent sur les vestiaires et les chalets de nécessité ? On pourrait créer le chalet mutuel et tout mutueliste qui serait surpris dans un autre chalet serait déferé aux Tribunaux.

Ce qui m'afflige, c'est que l'on finira par supposer, à tort, que les gens du gouvernement s'ingénient à être des trouble-fêtes pour les gens du monde et qu'ils recherchent des occasions d'organiser le chaos dans les centres mondains pour en tirer l'élégance par des interventions de policiers.

Ce que je puis dire, c'est qu'on était exaspéré à Longchamps et que la plupart des vrais éleveurs déplorait la manifestation ridicule organisée par les soins de la Préfecture.

On n'a presque pas fait attention aux courses tant on avait plein le dos des ordres de la Préfecture. L'ennemi, le dois-je cependant signaler l'accueil très chaud fait à la victoire de Tapis Vert qui prouve ce qu'on peut attendre d'un vieux fond d'élevage comme celui de Bois Roussel. La mère de Tapis Vert, Versailles, est actuellement âgée de vingt-quatre ans ; elle a mis bas hier une jolie poulie qui s'appelle peut-être Carmin. C'est ce qui sera peut-être un jour le Tapis Vert. Mardi, triomphe de l'écurie Juigné, hier, triomphe de l'écurie Delamarre. Les vieilles maisons se soutiennent.

Le Prix de Vauverson, 4,000 fr., 2,200 m., a été pour Jupiter II (6/1), à M. G. Cunningham (Bridgeland), battant Florentville, à M. Pappenheim (Young) et Frégate, à M. N. Suter (Blum).

Durée de la course : 2'38".
Pari mutuel à 10 fr. : 77 fr. 50. Placés : Jupiter II, 27 fr. 50 ; Florentville, 33 fr. 50 ; Frégate, 45 fr.

Jupiter II a été réclamé pour 14,400 fr., par M. Falder.
Le Prix de la Porte-Dauphine, 4,000 fr., 4,400 m., a été pour Wilna (4/1), au baron Léonino (Emery), battant Royal Mint, à M. G. Milton (Watts) et Hulotte, à M. Gaston Dreyfus (Turner).

Durée de la course : 1'6".
Pari mutuel à 10 fr. : 78 fr. 50. Placés : Wilna, 25 fr. 50 ; Royal Mint, 48 fr. 50 ; Hulotte, 43 fr.

Wilna a été réclamée pour 8,888 fr. 88, par M. James Hennessy.
Le Prix Greyhound, 30,000 fr., 2,400 m., a été pour Tapis Vert (100/15), à M. H. Delamarre (Bowen), battant Pégase, à M. Albert Menier (French) et Franco Russe, à M. P. Aumont (A. Child).

Durée de la course : 2'27".
Pari mutuel à 10 fr. : 433 fr. 50. Placés : Tapis Vert, 21 fr. 50 ; Pégase, 49 fr. ; Franco Russe, 43 fr. 50.

Le Prix des Tilluets, 7,000 fr., 2,400 m., a été pour Lamento (5/4), à M. James Moore (Weatherdon), battant Hamar, à M. E. La Chappe (Mowbray), battant Tailbourg II, à M. E. Veil-Picard (French) et Madagascar, à M. Gaston Dreyfus (Dodd).

Durée de la course : 2'40".
Pari mutuel à 10 fr. : 21 fr. 50. Placés : Lamento, 14 fr. ; Harar, 47 fr. 50.

Le Prix des Lili, 7,000 fr., 2,400 m., a été pour Haarlem (2/1), au comte de Bertoux (Gill), battant Cocotte, à M. H. Delamarre (J. Watkins) et Suzette, au marquis de Triquerville (Brookbanks).

Durée de la course : 2'40".
Pari mutuel à 10 fr. : 29 fr. 50. Placés : Haarlem, 19 fr. ; Cocotte, 26 fr. 50.

Le Prix Rieusesse, 10,000 fr., 4,000 m., a été pour Francoise III (2/1), à M. E. La Chappe (Mowbray), battant Tailbourg II, à M. E. Veil-Picard (French) et Madagascar, à M. Gaston Dreyfus (Dodd).

Durée de la course : 4'58".
Pari mutuel à 10 fr. : 34 fr. 15. Placés : Francoise III, 17 fr. 50 ; Tailbourg II, 31 fr. 50.

Le Prix de la Vierge, 7,000 fr., 2,400 m., a été pour Lamento (5/4), à M. James Moore (Weatherdon), battant Hamar, à M. E. La Chappe (Mowbray), battant Tailbourg II, à M. E. Veil-Picard (French) et Madagascar, à M. Gaston Dreyfus (Dodd).

Durée de la course : 2'40".
Pari mutuel à 10 fr. : 29 fr. 50. Placés : Haarlem, 19 fr. ; Cocotte, 26 fr. 50.

Le Prix Rieusesse, 10,000 fr., 4,000 m., a été pour Francoise III (2/

Chevaux et Voitures
ALFRED BELVALETTE et C^{ie}, 21, Ch. d'Elèves,
VOITURES DE CHASSE ET DE CAMPAGNE.
VICTORIA avec mécanisme. JOSEPH, 534, r. Crique,
MAIL-COACH et OMNIBUS. JOSEPH, 534, r. Crique,
JOLIE et excell. double PONTETTE, baie 5a, 1^{re} 47,
parfaite, montée, attelée, douce, sage, vite,
garantie. 900 fr. G. 123, rue de La Chapelle.

OFFICIERS MINISTÉRIELS

AVIS
A ces Annonces est appliqué
un Tarif dégressif, dont les prix
diminuent en raison de l'im-
portance des ordres.

ADJUDICATIONS

Paris
VENTE au Palais de Justice, à Paris, le 3 mai 1899, à deux heures,
5 MAISONS A PARIS, le 3 mai, à 2 h. 1/2.
Contenance Rev. brut M. p. s.
Rue Lavoisier, 10, 750 m. 25 300 000 fr.
Rue Lavoisier, 11, 391 m. 28 290 000
Rue de Berlin, 16, 756 m. 30 300 000
Rue de Berlin, 27, 477 m. 25 250 000
Rue de Brunoy (S. O.), Parc et dép.
1^{re} G^{re} PROP^{re} env. 9 hect. M. p. s. 225,000 fr.
S'adr. à Paris à M^{re} ROUV, 6, r. Trévisse; Chain J.
Carvès, av^{re}; Mouchet, Labouret, Piquet, Prud-
homme et Piquet, not^{res}; Fabre, not^{re} à Brunoy.
ADJ^{re} sur 1 ench., Ch. des not., Paris, le 9 mai 1899,
MAISON TRÉVISSE, N° 29, C^{re} 21^{re} env. rev. Rev.
Rue de Trévisse, 29, M. p. s. 17,000 fr. Mise à prix
250,000 fr. S'ad. à M^{re} DUPONT, 15, B^{re} Poissonnière.
VENTE au Palais de Justice, à Paris, le 17 mai 1899, à deux heures,
29 TERRAINS A PARIS, VAUGIRARD
Rue Olivier-de-Serres, rue Eugène-Gibet
Mises à prix. Superficie de 1414 à 298 mètres.
Rue de la Chapelle, 10, 100 m. 25 300 000 fr.
Rue de la Chapelle, 11, 391 m. 28 290 000
Rue de Berlin, 16, 756 m. 30 300 000
Rue de Berlin, 27, 477 m. 25 250 000
Rue de Brunoy (S. O.), Parc et dép.
1^{re} G^{re} PROP^{re} env. 9 hect. M. p. s. 225,000 fr.
S'adr. à Paris à M^{re} ROUV, 6, r. Trévisse; Chain J.
Carvès, av^{re}; Mouchet, Labouret, Piquet, Prud-
homme et Piquet, not^{res}; Fabre, not^{re} à Brunoy.
ADJ^{re} sur 1 ench., Ch. des not., Paris, le 9 mai 1899,
MAISON TRÉVISSE, N° 29, C^{re} 21^{re} env. rev. Rev.
Rue de Trévisse, 29, M. p. s. 17,000 fr. Mise à prix
250,000 fr. S'ad. à M^{re} DUPONT, 15, B^{re} Poissonnière.
VENTE au Palais de Justice, à Paris, le 17 mai 1899, à deux heures,
29 TERRAINS A PARIS, VAUGIRARD
Rue Olivier-de-Serres, rue Eugène-Gibet
Mises à prix. Superficie de 1414 à 298 mètres.
Rue de la Chapelle, 10, 100 m. 25 300 000 fr.
Rue de la Chapelle, 11, 391 m. 28 290 000
Rue de Berlin, 16, 756 m. 30 300 000
Rue de Berlin, 27, 477 m. 25 250 000
Rue de Brunoy (S. O.), Parc et dép.
1^{re} G^{re} PROP^{re} env. 9 hect. M. p. s. 225,000 fr.
S'adr. à Paris à M^{re} ROUV, 6, r. Trévisse; Chain J.
Carvès, av^{re}; Mouchet, Labouret, Piquet, Prud-
homme et Piquet, not^{res}; Fabre, not^{re} à Brunoy.
ADJ^{re} sur 1 ench., Ch. des not., Paris, le 9 mai 1899,
MAISON TRÉVISSE, N° 29, C^{re} 21^{re} env. rev. Rev.
Rue de Trévisse, 29, M. p. s. 17,000 fr. Mise à prix
250,000 fr. S'ad. à M^{re} DUPONT, 15, B^{re} Poissonnière.

Environ de Paris
CHENNEVIERE-SUR-MARNE, G^{re} A. Rue,
Rue de la Chapelle, 10, 100 m. 25 300 000 fr.
Rue de la Chapelle, 11, 391 m. 28 290 000
Rue de Berlin, 16, 756 m. 30 300 000
Rue de Berlin, 27, 477 m. 25 250 000
Rue de Brunoy (S. O.), Parc et dép.
1^{re} G^{re} PROP^{re} env. 9 hect. M. p. s. 225,000 fr.
S'adr. à Paris à M^{re} ROUV, 6, r. Trévisse; Chain J.
Carvès, av^{re}; Mouchet, Labouret, Piquet, Prud-
homme et Piquet, not^{res}; Fabre, not^{re} à Brunoy.
ADJ^{re} sur 1 ench., Ch. des not., Paris, le 9 mai 1899,
MAISON TRÉVISSE, N° 29, C^{re} 21^{re} env. rev. Rev.
Rue de Trévisse, 29, M. p. s. 17,000 fr. Mise à prix
250,000 fr. S'ad. à M^{re} DUPONT, 15, B^{re} Poissonnière.

VENTES A L'AMABLE
A VENDRE UN DES PLUS BEAUX CHATEAUX
Avec clos et jardin (Bordeaux)
Renseignements M^{re} LARNAUDE, notaire Bordeaux.

WILDBAD Wurtemberg
Station terminale de la ligne Pforzheim-Wildbad
Thermes (31 à 37° C.) à température
NATURELLE, CONVENABLE A CELLE DU SANG
DU CORPS HUMAIN
ON PREND LES CURES PENDANT TOUTE L'ANNÉE
Saison principale de Mai à Octobre
VERTU THÉRAPEUTIQUE de renommée séculaire
dans les rhumatismes et goutte, maladies
nerveuses et de la moelle épinière, neuras-
thénie, ischémie, paralysies de toute nature,
conséquences de lésions, affections des os et
articulations, dyspepsies, catarrhes des voies
respiratoires, affections des voies urinaires,
maladies des femmes, prostration des forces.
BAINS THERMAUX POUR UNE ET PLUSIEURS
PERSONNES DANS DES LOCAUX CONVENABLES.
Autres remèdes : Bains de vapeur et d'air
chaud, gymnastique médicale, électrothé-
rapie, massage.
STATION CLIMATIQUE. 430 m d'altitude. Superbes
forêts de sapins, sentiers de forêt et prome-
nades aux bords de l'Enz, excellent orchestre
des Bains, théâtre, salles de lecture, chasse,
pêche, autres divertissements, etc., etc.
Bons hôtels et logements particuliers à portée
de toutes les heures
Prospectus et tous renseignements par la
K. BADWIKWALTUNG ou le SCHULTHEISSENANT
Contentieux, Recouvrements à Forfait
LIQUIDATION, IMMOBILIERS, HYPOTHÉCAIRES
Rue de la Chapelle, 10, 100 m. 25 300 000 fr.
Rue de la Chapelle, 11, 391 m. 28 290 000
Rue de Berlin, 16, 756 m. 30 300 000
Rue de Berlin, 27, 477 m. 25 250 000
Rue de Brunoy (S. O.), Parc et dép.
1^{re} G^{re} PROP^{re} env. 9 hect. M. p. s. 225,000 fr.
S'adr. à Paris à M^{re} ROUV, 6, r. Trévisse; Chain J.
Carvès, av^{re}; Mouchet, Labouret, Piquet, Prud-
homme et Piquet, not^{res}; Fabre, not^{re} à Brunoy.
ADJ^{re} sur 1 ench., Ch. des not., Paris, le 9 mai 1899,
MAISON TRÉVISSE, N° 29, C^{re} 21^{re} env. rev. Rev.
Rue de Trévisse, 29, M. p. s. 17,000 fr. Mise à prix
250,000 fr. S'ad. à M^{re} DUPONT, 15, B^{re} Poissonnière.

COMMISSAIRES-PRÉSEURS
AVIS
A ces Annonces est appliqué
un Tarif dégressif, dont les prix
diminuent en raison de l'im-
portance des ordres.

Expositions et Ventes
BON MOBILIER ANCIEN ET MODERNE.
Rouen, Rhodes, Chine, Japon, Bronzes, Sculptures.
Vente Hôtel Drouot, salle 1, le lundi 1^{er} mai, à 2 h.
C^{re} pr^{re}, M^{re} P. CHEVALLIER, 10, rue G^{re}-Batelière
Exposit^{re}, salles 5 et 6, le 1^{er} mai, de 1 h 1/2 à 5 h 1/2.

OBJETS D'ART ET AMEUBLEMENT
Anciennes Porcelaines de Chine; Faïences
Glaucines, Pianos Pleyel, Meubles, Tapisseries
Vente Hôtel Drouot, salle 6, les 2 et 3 mai, à 2 h.
M^{re} P. CHEVALLIER, 10, rue G^{re}-Batelière
C^{re} pr^{re}, 10, rue G^{re}-Batelière exp^{re}, 7, rue St-Georges
Exposit^{re}, salles 5 et 6, le 1^{er} mai, de 1 h 1/2 à 5 h 1/2.

VENTES ET LOCATIONS
Paris
1^{re} CHOIX D'APPARTEMENTS, HOTELS modernes,
VILLAS, CHATEAUX, Porcelaines, Faïences
S'adresser PARIS-OFFICE, 16, place Vendôme.
GENÈVE DE LOCATIONS, 10, rue de la Paix.
HOTELS, APPARTEMENTS, PROPRIÉTÉS, Vente et location.
PASSY, 21, BEL HOTEL à vendre, Jardin, 1200 m.
300,000 fr. S'adr. pour visiter, 57, r. de Passy
JOHN ARTHUR, 40, RUE MARBEUF.
A VENDRE (Pressé), BEL HOTEL, St-Augustin,
s'adr. unq. 700 m. Immeuble F. Arthur 378, St-Honoré

Environ de Paris
CHENNEVIERE-SUR-MARNE, G^{re} A. Rue,
Rue de la Chapelle, 10, 100 m. 25 300 000 fr.
Rue de la Chapelle, 11, 391 m. 28 290 000
Rue de Berlin, 16, 756 m. 30 300 000
Rue de Berlin, 27, 477 m. 25 250 000
Rue de Brunoy (S. O.), Parc et dép.
1^{re} G^{re} PROP^{re} env. 9 hect. M. p. s. 225,000 fr.
S'adr. à Paris à M^{re} ROUV, 6, r. Trévisse; Chain J.
Carvès, av^{re}; Mouchet, Labouret, Piquet, Prud-
homme et Piquet, not^{res}; Fabre, not^{re} à Brunoy.
ADJ^{re} sur 1 ench., Ch. des not., Paris, le 9 mai 1899,
MAISON TRÉVISSE, N° 29, C^{re} 21^{re} env. rev. Rev.
Rue de Trévisse, 29, M. p. s. 17,000 fr. Mise à prix
250,000 fr. S'ad. à M^{re} DUPONT, 15, B^{re} Poissonnière.

Environ de Paris
CHENNEVIERE-SUR-MARNE, G^{re} A. Rue,
Rue de la Chapelle, 10, 100 m. 25 300 000 fr.
Rue de la Chapelle, 11, 391 m. 28 290 000
Rue de Berlin, 16, 756 m. 30 300 000
Rue de Berlin, 27, 477 m. 25 250 000
Rue de Brunoy (S. O.), Parc et dép.
1^{re} G^{re} PROP^{re} env. 9 hect. M. p. s. 225,000 fr.
S'adr. à Paris à M^{re} ROUV, 6, r. Trévisse; Chain J.
Carvès, av^{re}; Mouchet, Labouret, Piquet, Prud-
homme et Piquet, not^{res}; Fabre, not^{re} à Brunoy.
ADJ^{re} sur 1 ench., Ch. des not., Paris, le 9 mai 1899,
MAISON TRÉVISSE, N° 29, C^{re} 21^{re} env. rev. Rev.
Rue de Trévisse, 29, M. p. s. 17,000 fr. Mise à prix
250,000 fr. S'ad. à M^{re} DUPONT, 15, B^{re} Poissonnière.

Environ de Paris
CHENNEVIERE-SUR-MARNE, G^{re} A. Rue,
Rue de la Chapelle, 10, 100 m. 25 300 000 fr.
Rue de la Chapelle, 11, 391 m. 28 290 000
Rue de Berlin, 16, 756 m. 30 300 000
Rue de Berlin, 27, 477 m. 25 250 000
Rue de Brunoy (S. O.), Parc et dép.
1^{re} G^{re} PROP^{re} env. 9 hect. M. p. s. 225,000 fr.
S'adr. à Paris à M^{re} ROUV, 6, r. Trévisse; Chain J.
Carvès, av^{re}; Mouchet, Labouret, Piquet, Prud-
homme et Piquet, not^{res}; Fabre, not^{re} à Brunoy.
ADJ^{re} sur 1 ench., Ch. des not., Paris, le 9 mai 1899,
MAISON TRÉVISSE, N° 29, C^{re} 21^{re} env. rev. Rev.
Rue de Trévisse, 29, M. p. s. 17,000 fr. Mise à prix
250,000 fr. S'ad. à M^{re} DUPONT, 15, B^{re} Poissonnière.

Environ de Paris
CHENNEVIERE-SUR-MARNE, G^{re} A. Rue,
Rue de la Chapelle, 10, 100 m. 25 300 000 fr.
Rue de la Chapelle, 11, 391 m. 28 290 000
Rue de Berlin, 16, 756 m. 30 300 000
Rue de Berlin, 27, 477 m. 25 250 000
Rue de Brunoy (S. O.), Parc et dép.
1^{re} G^{re} PROP^{re} env. 9 hect. M. p. s. 225,000 fr.
S'adr. à Paris à M^{re} ROUV, 6, r. Trévisse; Chain J.
Carvès, av^{re}; Mouchet, Labouret, Piquet, Prud-
homme et Piquet, not^{res}; Fabre, not^{re} à Brunoy.
ADJ^{re} sur 1 ench., Ch. des not., Paris, le 9 mai 1899,
MAISON TRÉVISSE, N° 29, C^{re} 21^{re} env. rev. Rev.
Rue de Trévisse, 29, M. p. s. 17,000 fr. Mise à prix
250,000 fr. S'ad. à M^{re} DUPONT, 15, B^{re} Poissonnière.

Environ de Paris
CHENNEVIERE-SUR-MARNE, G^{re} A. Rue,
Rue de la Chapelle, 10, 100 m. 25 300 000 fr.
Rue de la Chapelle, 11, 391 m. 28 290 000
Rue de Berlin, 16, 756 m. 30 300 000
Rue de Berlin, 27, 477 m. 25 250 000
Rue de Brunoy (S. O.), Parc et dép.
1^{re} G^{re} PROP^{re} env. 9 hect. M. p. s. 225,000 fr.
S'adr. à Paris à M^{re} ROUV, 6, r. Trévisse; Chain J.
Carvès, av^{re}; Mouchet, Labouret, Piquet, Prud-
homme et Piquet, not^{res}; Fabre, not^{re} à Brunoy.
ADJ^{re} sur 1 ench., Ch. des not., Paris, le 9 mai 1899,
MAISON TRÉVISSE, N° 29, C^{re} 21^{re} env. rev. Rev.
Rue de Trévisse, 29, M. p. s. 17,000 fr. Mise à prix
250,000 fr. S'ad. à M^{re} DUPONT, 15, B^{re} Poissonnière.

Environ de Paris
CHENNEVIERE-SUR-MARNE, G^{re} A. Rue,
Rue de la Chapelle, 10, 100 m. 25 300 000 fr.
Rue de la Chapelle, 11, 391 m. 28 290 000
Rue de Berlin, 16, 756 m. 30 300 000
Rue de Berlin, 27, 477 m. 25 250 000
Rue de Brunoy (S. O.), Parc et dép.
1^{re} G^{re} PROP^{re} env. 9 hect. M. p. s. 225,000 fr.
S'adr. à Paris à M^{re} ROUV, 6, r. Trévisse; Chain J.
Carvès, av^{re}; Mouchet, Labouret, Piquet, Prud-
homme et Piquet, not^{res}; Fabre, not^{re} à Brunoy.
ADJ^{re} sur 1 ench., Ch. des not., Paris, le 9 mai 1899,
MAISON TRÉVISSE, N° 29, C^{re} 21^{re} env. rev. Rev.
Rue de Trévisse, 29, M. p. s. 17,000 fr. Mise à prix
250,000 fr. S'ad. à M^{re} DUPONT, 15, B^{re} Poissonnière.

Environ de Paris
CHENNEVIERE-SUR-MARNE, G^{re} A. Rue,
Rue de la Chapelle, 10, 100 m. 25 300 000 fr.
Rue de la Chapelle, 11, 391 m. 28 290 000
Rue de Berlin, 16, 756 m. 30 300 000
Rue de Berlin, 27, 477 m. 25 250 000
Rue de Brunoy (S. O.), Parc et dép.
1^{re} G^{re} PROP^{re} env. 9 hect. M. p. s. 225,000 fr.
S'adr. à Paris à M^{re} ROUV, 6, r. Trévisse; Chain J.
Carvès, av^{re}; Mouchet, Labouret, Piquet, Prud-
homme et Piquet, not^{res}; Fabre, not^{re} à Brunoy.
ADJ^{re} sur 1 ench., Ch. des not., Paris, le 9 mai 1899,
MAISON TRÉVISSE, N° 29, C^{re} 21^{re} env. rev. Rev.
Rue de Trévisse, 29, M. p. s. 17,000 fr. Mise à prix
250,000 fr. S'ad. à M^{re} DUPONT, 15, B^{re} Poissonnière.

Environ de Paris
CHENNEVIERE-SUR-MARNE, G^{re} A. Rue,
Rue de la Chapelle, 10, 100 m. 25 300 000 fr.
Rue de la Chapelle, 11, 391 m. 28 290 000
Rue de Berlin, 16, 756 m. 30 300 000
Rue de Berlin, 27, 477 m. 25 250 000
Rue de Brunoy (S. O.), Parc et dép.
1^{re} G^{re} PROP^{re} env. 9 hect. M. p. s. 225,000 fr.
S'adr. à Paris à M^{re} ROUV, 6, r. Trévisse; Chain J.
Carvès, av^{re}; Mouchet, Labouret, Piquet, Prud-
homme et Piquet, not^{res}; Fabre, not^{re} à Brunoy.
ADJ^{re} sur 1 ench., Ch. des not., Paris, le 9 mai 1899,
MAISON TRÉVISSE, N° 29, C^{re} 21^{re} env. rev. Rev.
Rue de Trévisse, 29, M. p. s. 17,000 fr. Mise à prix
250,000 fr. S'ad. à M^{re} DUPONT, 15, B^{re} Poissonnière.

Environ de Paris
CHENNEVIERE-SUR-MARNE, G^{re} A. Rue,
Rue de la Chapelle, 10, 100 m. 25 300 000 fr.
Rue de la Chapelle, 11, 391 m. 28 290 000
Rue de Berlin, 16, 756 m. 30 300 000
Rue de Berlin, 27, 477 m. 25 250 000
Rue de Brunoy (S. O.), Parc et dép.
1^{re} G^{re} PROP^{re} env. 9 hect. M. p. s. 225,000 fr.
S'adr. à Paris à M^{re} ROUV, 6, r. Trévisse; Chain J.
Carvès, av^{re}; Mouchet, Labouret, Piquet, Prud-
homme et Piquet, not^{res}; Fabre, not^{re} à Brunoy.
ADJ^{re} sur 1 ench., Ch. des not., Paris, le 9 mai 1899,
MAISON TRÉVISSE, N° 29, C^{re} 21^{re} env. rev. Rev.
Rue de Trévisse, 29, M. p. s. 17,000 fr. Mise à prix
250,000 fr. S'ad. à M^{re} DUPONT, 15, B^{re} Poissonnière.

Environ de Paris
CHENNEVIERE-SUR-MARNE, G^{re} A. Rue,
Rue de la Chapelle, 10, 100 m. 25 300 000 fr.
Rue de la Chapelle, 11, 391 m. 28 290 000
Rue de Berlin, 16, 756 m. 30 300 000
Rue de Berlin, 27, 477 m. 25 250 000
Rue de Brunoy (S. O.), Parc et dép.
1^{re} G^{re} PROP^{re} env. 9 hect. M. p. s. 225,000 fr.
S'adr. à Paris à M^{re} ROUV, 6, r. Trévisse; Chain J.
Carvès, av^{re}; Mouchet, Labouret, Piquet, Prud-
homme et Piquet, not^{res}; Fabre, not^{re} à Brunoy.
ADJ^{re} sur 1 ench., Ch. des not., Paris, le 9 mai 1899,
MAISON TRÉVISSE, N° 29, C^{re} 21^{re} env. rev. Rev.
Rue de Trévisse, 29, M. p. s. 17,000 fr. Mise à prix
250,000 fr. S'ad. à M^{re} DUPONT, 15, B^{re} Poissonnière.

Environ de Paris
CHENNEVIERE-SUR-MARNE, G^{re} A. Rue,
Rue de la Chapelle, 10, 100 m. 25 300 000 fr.
Rue de la Chapelle, 11, 391 m. 28 290 000
Rue de Berlin, 16, 756 m. 30 300 000
Rue de Berlin, 27, 477 m. 25 250 000
Rue de Brunoy (S. O.), Parc et dép.
1^{re} G^{re} PROP^{re} env. 9 hect. M. p. s. 225,000 fr.
S'adr. à Paris à M^{re} ROUV, 6, r. Trévisse; Chain J.
Carvès, av^{re}; Mouchet, Labouret, Piquet, Prud-
homme et Piquet, not^{res}; Fabre, not^{re} à Brunoy.
ADJ^{re} sur 1 ench., Ch. des not., Paris, le 9 mai 1899,
MAISON TRÉVISSE, N° 29, C^{re} 21^{re} env. rev. Rev.
Rue de Trévisse, 29, M. p. s. 17,000 fr. Mise à prix
250,000 fr. S'ad. à M^{re} DUPONT, 15, B^{re} Poissonnière.

Environ de Paris
CHENNEVIERE-SUR-MARNE, G^{re} A. Rue,
Rue de la Chapelle, 10, 100 m. 25 300 000 fr.
Rue de la Chapelle, 11, 391 m. 28 290 000
Rue de Berlin, 16, 756 m. 30 300 000
Rue de Berlin, 27, 477 m. 25 250 000
Rue de Brunoy (S. O.), Parc et dép.
1^{re} G^{re} PROP^{re} env. 9 hect. M. p. s. 225,000 fr.
S'adr. à Paris à M^{re} ROUV, 6, r. Trévisse; Chain J.
Carvès, av^{re}; Mouchet, Labouret, Piquet, Prud-
homme et Piquet, not^{res}; Fabre, not^{re} à Brunoy.
ADJ^{re} sur 1 ench., Ch. des not., Paris, le 9 mai 1899,
MAISON TRÉVISSE, N° 29, C^{re} 21^{re} env. rev. Rev.
Rue de Trévisse, 29, M. p. s. 17,000 fr. Mise à prix
250,000 fr. S'ad. à M^{re} DUPONT, 15, B^{re} Poissonnière.

Environ de Paris
CHENNEVIERE-SUR-MARNE, G^{re} A. Rue,
Rue de la Chapelle, 10, 100 m. 25 300 000 fr.
Rue de la Chapelle, 11, 391 m. 28 290 000
Rue de Berlin, 16, 756 m. 30 300 000
Rue de Berlin, 27, 477 m. 25 250 000
Rue de Brunoy (S. O.), Parc et dép.
1^{re} G^{re} PROP^{re} env. 9 hect. M. p. s. 225,000 fr.
S'adr. à Paris à M^{re} ROUV, 6, r. Trévisse; Chain J.
Carvès, av^{re}; Mouchet, Labouret, Piquet, Prud-
homme et Piquet, not^{res}; Fabre, not^{re} à Brunoy.
ADJ^{re} sur 1 ench., Ch. des not., Paris, le 9 mai 1899,
MAISON TRÉVISSE, N° 29, C^{re} 21^{re} env. rev. Rev.
Rue de Trévisse, 29, M. p. s. 17,000 fr. Mise à prix
250,000 fr. S'ad. à M^{re} DUPONT, 15, B^{re} Poissonnière.

Environ de Paris
CHENNEVIERE-SUR-MARNE, G^{re} A. Rue,
Rue de la Chapelle, 10, 100 m. 25 300 000 fr.
Rue de la Chapelle, 11, 391 m. 28 290 000
Rue de Berlin, 16, 756 m. 30 300 000
Rue de Berlin, 27, 477 m. 25 250 000
Rue de Brunoy (S. O.), Parc et dép.
1^{re} G^{re} PROP^{re} env. 9 hect. M. p. s. 225,000 fr.
S'adr. à Paris à M^{re} ROUV, 6, r. Trévisse; Chain J.
Carvès, av^{re}; Mouchet, Labouret, Piquet, Prud-
homme et Piquet, not^{res}; Fabre, not^{re} à Brunoy.
ADJ^{re} sur 1 ench., Ch. des not., Paris, le 9 mai 1899,
MAISON TRÉVISSE, N° 29, C^{re} 21^{re} env. rev. Rev.
Rue de Trévisse, 29, M. p. s. 17,000 fr. Mise à prix
250,000 fr. S'ad. à M^{re} DUPONT, 15, B^{re} Poissonnière.

Environ de Paris
CHENNEVIERE-SUR-MARNE, G^{re} A. Rue,
Rue de la Chapelle, 10, 100 m. 25 300 000 fr.
Rue de la Chapelle, 11, 391 m. 28 290 000
Rue de Berlin, 16, 756 m. 30 300 000
Rue de Berlin, 27, 477 m. 25 250 000
Rue de Brunoy (S. O.), Parc et dép.
1^{re} G^{re} PROP^{re} env. 9 hect. M. p. s. 225,000 fr.
S'adr. à Paris à M^{re} ROUV, 6, r. Trévisse; Chain J.
Carvès, av^{re}; Mouchet, Labouret, Piquet, Prud-
homme et Piquet, not^{res}; Fabre, not^{re} à Brunoy.
ADJ^{re} sur 1 ench., Ch. des not., Paris, le 9 mai 1899,
MAISON TRÉVISSE, N° 29, C^{re} 21^{re} env. rev. Rev.
Rue de Trévisse, 29, M. p. s. 17,000 fr. Mise à prix
250,000 fr. S'ad. à M^{re} DUPONT, 15, B^{re} Poissonnière.

Environ de Paris
CHENNEVIERE-SUR-MARNE, G^{re} A. Rue,
Rue de la Chapelle, 10, 100 m. 25 300 000 fr.
Rue de la Chapelle, 11, 391 m. 28 290 000
Rue de Berlin, 16, 756 m. 30 300 000
Rue de Berlin, 27, 477 m. 25 250 000
Rue de Brunoy (S. O.), Parc et dép.
1^{re} G^{re} PROP^{re} env. 9 hect. M. p. s. 225,000 fr.
S'adr. à Paris à M^{re} ROUV, 6, r. Trévisse; Chain J.
Carvès, av^{re}; Mouchet, Labouret, Piquet, Prud-
homme et Piquet, not^{res}; Fabre, not^{re} à Brunoy.
ADJ^{re} sur 1 ench., Ch. des not., Paris, le 9 mai 1899,
MAISON TRÉVISSE, N° 29, C^{re} 21^{re} env. rev. Rev.
Rue de Trévisse, 29, M. p. s. 17,000 fr. Mise à prix
250,000 fr. S'ad. à M^{re} DUPONT, 15, B^{re} Poissonnière.

Environ de Paris
CHENNEVIERE-SUR-MARNE, G^{re} A. Rue,
Rue de la Chapelle, 10, 100 m. 25 300 000 fr.
Rue de la Chapelle, 11, 391 m. 28 290 000
Rue de Berlin, 16, 756 m. 30 300 000
Rue de Berlin, 27, 477 m. 25 250 000
Rue de Brunoy (S. O.), Parc et dép.
1^{re} G^{re} PROP^{re} env. 9 hect. M. p. s. 225,000 fr.
S'adr. à Paris à M